



PRESENTATION SYNTHETIQUE DE LA GESTION DE L'EAU

Document d'accompagnement



SOMMAIRE

1. LA GESTION DE L'EAU EN GUADELOUPE

1. Délimitation géographique du bassin de Guadeloupe
2. L'environnement : un atout pour la Guadeloupe
3. La conciliation des usages
4. La qualité de l'eau potable
5. Les sources de pollution
6. L'organisation de la gestion de l'eau
7. Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

2. RESUME DE L'ETAT DES LIEUX DES MASSES D'EAU

1. L'articulation entre l'état des lieux, le programme de mesures et les objectifs environnementaux
2. Actualisation de l'état des lieux
3. Evaluation du risque de non atteinte du bon état pour les eaux de surface
4. Evaluation du risque de non atteinte du bon état pour les eaux souterraines

→ Cartes présentant l'état des lieux des masses d'eau : cours d'eau, eaux côtières, et eaux souterraines

5. Les 41 substances de l'état chimique des eaux de surface

3. REGISTRE DES ZONES PROTEGEES

4. BILAN DU SDAGE PRECEDENT

1. LA GESTION DE L'EAU EN GUADELOUPE

1. Délimitation géographique du bassin de Guadeloupe

La délimitation du bassin de la Guadeloupe a fait l'objet d'un arrêté en date du 16 mai 2005.

Cet arrêté a fixé la délimitation géographique suivante :

- La Guadeloupe, située au cœur des Petites Antilles, composé de deux îles principales : Basse-Terre à l'Ouest, volcanique et montagneuse (848 Km²), et Grande-Terre à l'Est, calcaire et peu accidentée (590 Km²). Elles sont reliées par un étroit bras de mer « la Rivière Salée ».
- Les îles de La Désirade et de Marie-Galante, situées respectivement à l'Est et au Sud de Grande-Terre, ainsi que l'Archipel des Saintes localisé au Sud de Basse-Terre.
- Les collectivités d'outre-mer de Saint Barthélemy et de Saint Martin ont été également considérées comme faisant partie du bassin hydrographique de Guadeloupe.

Le 31 mars 2008, la Collectivité d'Outre-Mer de Saint Barthélemy a délibéré pour demander l'élaboration de son propre Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

2. L'environnement : un atout pour la Guadeloupe

La richesse du patrimoine naturel guadeloupéen est exceptionnelle et provient de la spécificité et de la diversité des milieux naturels rencontrés.

Les milieux littoraux revêtent un intérêt écologique de tout premier ordre reposant sur la juxtaposition de plusieurs écosystèmes que sont notamment les formations coralliennes, les herbiers de phanérogames marines et la mangrove.

La forêt tropicale développée sur les massifs montagneux de Basse-Terre contribue également à la richesse écologique de la Guadeloupe. L'intérêt et la fragilité de ce milieu ont conduit à la création du Parc National de la Guadeloupe en 1989.

Le réseau hydrographique

La Guadeloupe bénéficie d'un climat de type tropical humide, tempéré cependant par l'influence maritime et par les Alizés ; il est caractérisé par une saison sèche de décembre à mai et une saison humide de juin à novembre. Les précipitations sont très importantes sur une grande partie de la Basse-Terre, où le massif de la Soufrière est considéré comme le château d'eau de la Guadeloupe, alors que la Grande-Terre et les autres îles connaissent une pluviométrie moindre.

L'irrégularité spatiale des précipitations et la disparité des reliefs sont à l'origine du réseau hydrographique très diversifié de l'archipel. L'île volcanique de Basse-Terre est drainée par plus de 50 cours d'eau à écoulement permanent, alors que le réseau hydrographique des autres îles de l'archipel est essentiellement composé de « ravines » qui ne coulent que lors de précipitations importantes, lorsque les sols sont saturés en eau.

Les cours d'eau de Basse-Terre se caractérisent par de faible linéaire et des bassins versants de petite taille (10 à 30 km²). Seule exception, le bassin versant de la Grande Rivière à Goyaves dont la surface atteint 158 km². La Grande Rivière à Goyaves est ainsi le plus important cours d'eau de la Guadeloupe.

Le réseau hydrographique de Basse-Terre est alimenté principalement par les eaux de ruissellement, mais est également soutenu par de petites nappes perchées. Son régime hydrologique est de type torrentiel et largement influencé par les pluies journalières et les variations climatiques saisonnières.

Les ressources en eau souterraine

Les nappes souterraines de la Grande Terre, de Marie-Galante permettent de compléter la ressource disponible pour satisfaire les besoins en eau potable et en irrigation.

Les nappes souterraines de Basse-Terre sont mal connues et font actuellement l'objet d'études pour évaluer le potentiel éventuellement exploitable.

3. Les principaux outils de protection du patrimoine environnemental

De part sa richesse écologique exceptionnelle, et la diversité des espaces naturels, la Guadeloupe bénéficie de nombreuses protections réglementaires de son patrimoine environnemental :

- Le Parc National (loi de 1960)
Dernier des parcs nationaux français créés à ce jour, c'est le seul dans un département d'outre-mer.
- Les réserves naturelles (loi de 1976)
Quatre réserves naturelles protègent des territoires littoraux et marins parmi les plus riches de l'archipel. Il s'agit de :
 - la réserve marine et terrestre du Grand Cul-de-Sac Marin créée en novembre 1987 ;
 - la réserve marine de Saint-Barthélemy créée en octobre 1996 ;
 - la réserve marine et terrestre de Saint-Martin créée en septembre 1998 ;
 - la réserve marine et terrestre des îlets de Petite Terre de la Désirade créée en 1998.

Le classement des îlets Pigeon, des fonds marins qui les entourent et des faciès littoraux qui leur font face est à l'étude sous forme de réserve naturelle.

- Les sites classés (loi de 1930)
Quatre sites classés protègent autant de paysages remarquables :
 - le Gros Morne et la Grande Anse de Deshaies, classés en avril 1980 ;
 - l'Anse à la Barque, sur les communes de Bouillante et de Vieux-Habitants, classée en mai 1980 ;
 - le Pain de sucre et la Baie de Pompière, à Terre de Haut aux Saintes, classée en mai 1991 ;
 - la Pointe des Châteaux, sur la commune de Saint-François, classée en mai 1997.

Au moins cinq projets sont à l'étude, dont deux (Pointe de la Grande Vigie et les falaises de Marie-Galante) sont à un stade très avancé.

- Les sites inscrits (loi de 1930)
Il existe cinq sites inscrits qui viennent compléter les sites classés :
 - le Fort Marigot à Saint Martin, inscrit en décembre 1984 ;
 - la Sucrierie et la Batterie, Grande Pointe, à Trois-Rivières, inscrits en juillet 1986 ;
 - le bassin versant en arrière de Grande Anse à Deshaies inscrit en octobre 1986 ;
 - l'Anse à la Barque, sur les communes de Bouillante et Vieux-Habitants, inscrit en décembre 1986 ;
 - Terre de Haut en totalité, l'îlet Cabrit, le Grand îlet, et l'îlet de la Rotonde aux Saintes, inscrits en décembre 1986.
- Les forêts bénéficiant de régimes de protection
 - la forêt départementalo-domaniale issue de l'ancien domaine colonial couvre environ 28000ha ;
 - la forêt domaniale du littoral issue des 50 pas géométriques couvrant environ 1500ha répartis tout au long de la côte ;
 - les forêts du Département, qui sont soumises au régime forestier, couvrent environ 1400ha.
 - la mangrove, protégée au titre de l'article L 146-6 du code de l'urbanisme, couvre environ 7500ha.

- Les arrêtés de biotope (loi de 1976)
Huit arrêtés préfectoraux de protection du biotope ont été pris, entre décembre 1992 et mai 1998, pour protéger des plages de ponte de tortues, des grottes à chauve-souris ou encore des habitats de l'iguane commun ainsi que des milieux abritant des espèces végétales comme le gaïac, certaines orchidées ou le cactus «tête à l'anglais».
- Sites RAMSAR et réserves mondiales de la biosphère
La qualité exceptionnelle des espaces naturels de la Guadeloupe est à l'origine de l'inscription de tout ou partie d'entre eux à l'inventaire des sites RAMSAR (Grand Cul-de-Sac Marin en 1993) ou encore dans les réserves mondiales de la biosphère (Basse-Terre et Grand Cul-de-Sac Marin en 1992).
- À ces protections il convient d'ajouter celles qui résultent du code de l'urbanisme et en particulier des dispositions de la loi littoral que le schéma d'aménagement régional et en particulier son chapitre S.M.V.M. ont pour objet d'identifier et de délimiter.

3. La conciliation des usages

La disponibilité de la ressource en eau en Guadeloupe connaît une répartition spatiale et temporelle bien marquée.

Une ressource en eau inégalement répartie sur le territoire :

Sur le bassin de la Guadeloupe, excepté Saint Martin, la ressource en eau douce provient en majorité de prélèvements sur les cours d'eau situés sur la Basse-Terre, complétés par quelques forages dans la nappe de la Grande Terre et de Marie-Galante.

Les usages, eux, se répartissent sur l'ensemble de la Guadeloupe, avec une part importante pour la Grande-Terre en eau d'irrigation, et pour l'agglomération pointoise et le sud de la Grande Terre en eau potable.

Pour pallier à cette inadéquation naturelle entre les besoins et les ressources, des infrastructures importantes de transfert des eaux depuis la Basse-Terre vers la Grande-Terre, la Désirade et les Saintes ont été construites.

- Pour le transfert des eaux brutes :

Deux conduites permettent de transférer vers la Grande-Terre, de façon gravitaire, les eaux captées à la cote 130 dans la rivière de Bras-David et dans la Grande Rivière à Goyaves vers les deux retenues de Grande Terre (Letaye et Gachet). Ces conduites sont interconnectées à plusieurs reprises. Le long du linéaire, les périmètres irrigués du Centre-Grande-Terre sont alimentés, ainsi que les usines de production d'eau potable de Deshauteur et de Miquel.

- Pour le transfert d'eau potable :

Les communes de la Grande-Terre, les Saintes et la Désirade sont principalement alimentées par des prises d'eau en rivière en Basse-Terre. Quatre conduites principales permettent de réaliser ce transfert : Belle-Eau-Cadeau, Vernou, Moustique et celle de CAPEX.

Les volumes annuels prélevés pour la production d'eau potable sont évalués à environ 62 millions de m³ tandis que ceux prélevés pour l'irrigation sont de l'ordre de 15 millions de m³. La demande en eau potable et en eau d'irrigation s'accroît fortement avec le développement socio-économique de l'archipel.

En ce qui concerne Saint Martin, il s'agit d'une île sèche, dépourvue de cours d'eau. De plus, les caractéristiques des nappes souterraines sont mal connues. En absence de ressource en eau douce exploitable, une usine de dessalement d'eau de mer permet d'assurer l'approvisionnement en eau potable de la population.

Une ressource en eau peu disponible en saison sèche :

Pendant le carême, la demande en eau (notamment pour l'irrigation) est la plus forte, et on assiste à une inadéquation entre les besoins et les ressources mobilisables.

Des communes des Grands-Fonds et du Nord de Grande Terre ont connu ces dernières années des coupures d'eau en carême. Les volumes disponibles pour l'irrigation sont insuffisants et des tours d'eau sont organisés presque chaque année.

Ce déficit chronique d'alimentation en eau important en période de carême peut s'expliquer par :

- Une ressource issue majoritairement de prélèvements en rivières. Or les cours d'eau ont des caractéristiques qui varient vite en fonction de la pluviométrie : eaux turbides en période de forte pluie, débits insuffisants en carême.
- Un mauvais rendement des réseaux d'adduction et de distribution relativement vétustes (seulement 50 % de l'eau prélevée dans le milieu arrive au robinet des usagers).
- Des difficultés de stockage de la ressource du fait de sa disparité dans l'espace et le temps : les volumes de stockage actuels ne permettent pas une autonomie.
- Une interconnexion insuffisante des réseaux : le niveau de maillage des réseaux est relativement faible.
- Une irrigation dont la gestion pourrait être améliorée.
- L'absence de structure ou de règle d'affectation de la ressource lorsque celle-ci est insuffisante.

Les autres usages de l'eau :

✓ L'industrie :

Les prélèvements en eau sont effectués principalement au bénéfice de la production électrique, des industries agricoles (sucreries, distilleries) et des carrières. Le volume annuel consommé s'élève à environ 3 millions de m³.

✓ L'hydroélectricité :

- 2 ouvrages sont situés sur des barrages en Grande-Terre.
- 13 centrales hydroélectriques sont implantées sur les cours d'eau de Basse-Terre et Les installations dérivent pour la production d'électricité une partie du débit des cours d'eau sur lesquelles elles sont implantées. Les volumes ainsi déviés atteignent approximativement 40 millions de m³ par an, pour une puissance hydroélectrique de 7 MW.

Une étude du potentiel hydroélectrique de la Guadeloupe accompagne le SDAGE.

4. La qualité de l'eau potable

L'eau distribuée en Guadeloupe est généralement de bonne qualité.

Toutefois, certaines communes de la Côte Sous le Vent, du Nord et du Sud de la Basse-Terre présentent des situations de non-conformité fréquentes et régulières vis-à-vis du respect des normes de turbidité de l'eau distribuée, et occasionnelles vis-à-vis des normes bactériologiques.

Ces dépassements sont constatés à la suite de forts épisodes pluvieux. Ils témoignent de l'incapacité de certains équipements en place à traiter correctement des eaux superficielles qui se chargent très rapidement en turbidité lors des épisodes pluvieux.

5. Les sources de pollution

Les rejets domestiques :

Le territoire est marqué par un mauvais fonctionnement général des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées : beaucoup d'infrastructures d'assainissement ne sont pas conformes à la réglementation.

L'état des lieux de l'assainissement des eaux usées domestiques montre :

- ✓ Des stations d'épuration vieillissantes et sous dimensionnées.

Un retard important dans la mise en conformité des systèmes d'assainissement de nombreuses collectivités conformément à la Directive Européenne sur les Eaux Résiduaires Urbaines est à constater. L'efficacité des infrastructures d'assainissement des eaux usées domestiques reste encore insuffisante du fait d'un sous-équipement et un mauvais état des réseaux de collecte ou de la vétusté du parc de stations d'épuration.

La Guadeloupe ne bénéficie pas de la présence d'un service d'assistance technique et de conseil en matière d'assainissement.

- ✓ Des dispositifs d'assainissement autonome inadaptés.

De nombreuses installations autonomes sont inadaptées à un traitement approprié des eaux usées (absence d'épandage souterrain ou rejet direct des eaux dans le milieu naturel). L'habitat diffus ne fait qu'amplifier cette situation critique pour le milieu naturel, la qualité de vie et la santé publique.

- ✓ De nombreuses micros et mini stations d'épuration

La Guadeloupe compte beaucoup de micro-stations d'épuration : près de 300 mini-stations sont recensées sur l'archipel (représentant une capacité totale de 58 000 EH). Ces dispositifs, de part leur mauvais dimensionnement et/ou entretien, créent des pollutions importantes générant des problèmes de salubrité publiques (transmission de pathologies infectieuses par contact avec des eaux insuffisamment traitées) et environnementaux. Il existe un manque de contrôles de ce type d'installations (nombreuses sont celles qui ne fonctionnent plus depuis des années).

Les rejets domestiques provenant de ces installations sont à l'origine, avec les effluents industriels et agricoles, de pollutions des eaux de surface et des nappes souterraines.

L'agriculture :

Les apports en pesticides liés à l'activité agricole constituent une pression polluante importante à la fois pour les eaux de surface et les eaux souterraines. Les contaminations sont de deux types :

- 1) Les contaminations historiques par des molécules rémanentes.

La Chlordécone, la dieldrine et le HCH Beta sont les trois molécules mises en causes dans la dégradation actuelle de la qualité des eaux.

Ces substances actives appartiennent à la famille des organochlorés et sont très rémanentes : les produits concernés sont interdits à la vente depuis plus d'une dizaine d'années.

Leur rémanence importante et l'utilisation intensive qui en était faite, expliquent les concentrations encore élevées relevées aujourd'hui dans les milieux.

- 2) Les contaminations par des pesticides actuellement utilisés.

Malgré une évolution envisagée à la baisse dans les années à venir pour la pression « pesticides », il est nécessaire de promouvoir une utilisation plus raisonnée des produits phytosanitaires actuellement autorisés et utilisés.

Les industries et activités assimilées :

Le secteur agro-alimentaire, avec principalement les sucreries et les distilleries est le principal producteur de rejets polluants ponctuels.

Cependant, la qualité des rejets des effluents des industries et notamment des distilleries et sucreries s'est nettement améliorée ces dernières années avec la mise en conformité réglementaire et le renforcement des contrôles.

Les mises aux normes doivent se poursuivre dans les prochaines années pour permettre un traitement satisfaisant des effluents de l'ensemble des industriels de la filière canne-sucre-rhum.

Par ailleurs, la zone industrielle de Jarry à Baie-Mahault, les activités portuaires de Basse-Terre et de Pointe-à-Pitre et la présence de décharges à réhabiliter sont susceptibles de générer une pollution chimique des eaux côtières, encore mal évaluée.

6. L'organisation de la gestion de l'eau

La première loi sur l'eau de 1964 a organisé la gestion de l'eau au niveau national par la création des Comités de Bassin et des Agences de l'Eau.

Le Comité de Bassin :

Il est chargé de l'élaboration et du pilotage du SDAGE.

L'Office de l'Eau Guadeloupe :

La 2^{ème} loi sur l'eau de 1992, et son décret d'application de 1995, ont permis aux Départements d'Outre-Mer (DOM) de mettre en place leurs Comités de Bassin et d'initier la réflexion sur la mise en œuvre d'une structure similaire aux Agences de l'Eau et adéquate à l'outre-mer.

Par la suite, la Loi d'Orientation pour l'Outre-Mer de 2000 a institué la création des Offices de l'Eau pour les DOM. Alors que les Agences de l'Eau sont des établissements publics de l'Etat, les Offices de l'Eau sont des établissements publics à caractère administratif rattachés aux Départements.

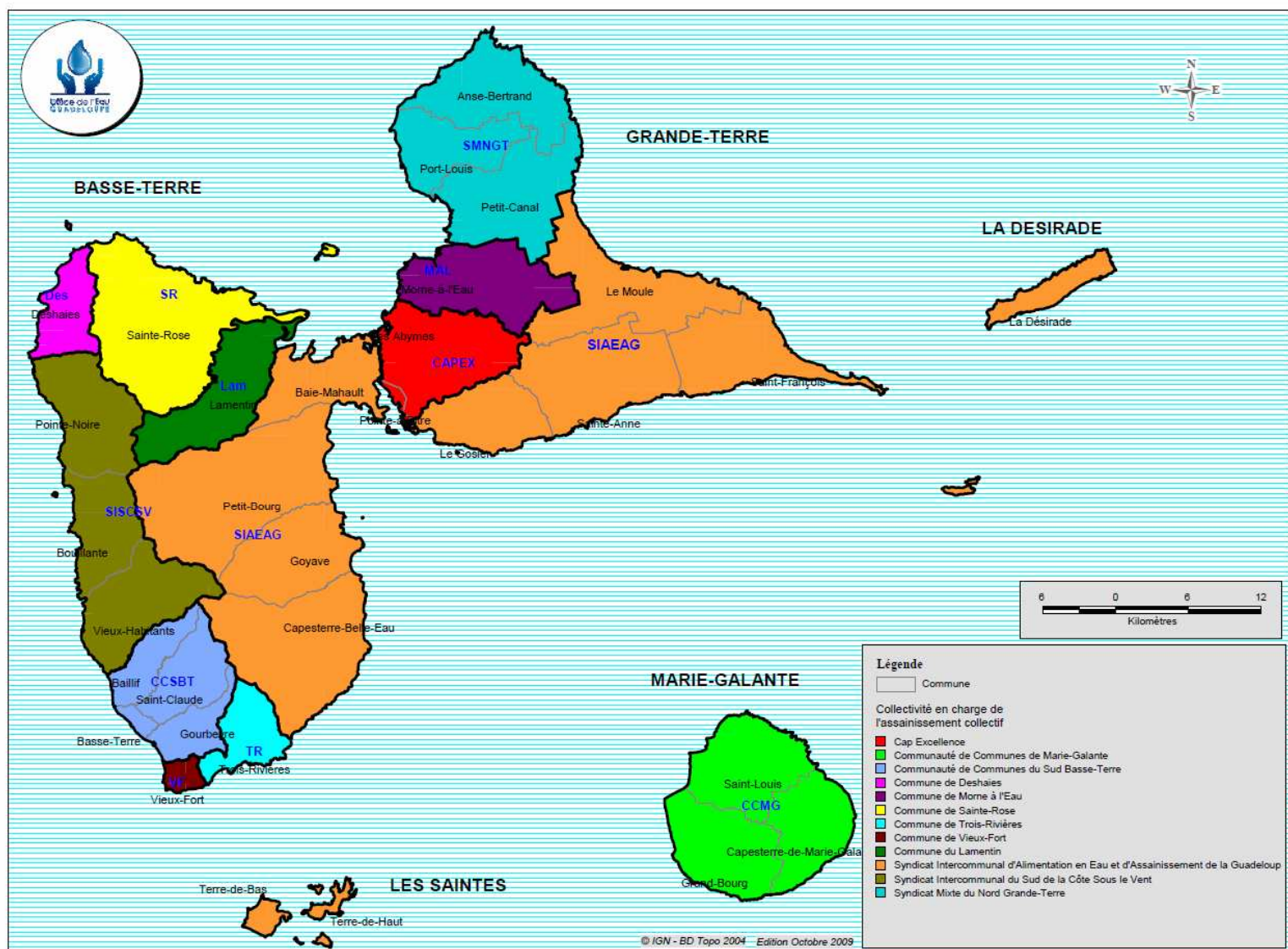
L'Office de l'Eau Guadeloupe (OE971) a été créée en 2006. Les obligations de l'Office de l'Eau, vis-à-vis des réglementaires nationales et européennes, sont actuellement identiques à celles des Agences de l'Eau de métropole.

L'Office de l'Eau Guadeloupe est donc une structure jeune, qui doit relever les mêmes défis que les Agences de l'Eau, et jouer immédiatement un rôle central dans la concertation et l'organisation de la gestion de l'eau en Guadeloupe.

Les collectivités :

Les collectivités également jouent un rôle majeur dans la gestion de l'eau.

Ainsi, concernant l'eau potable, l'assainissement, et l'irrigation, plusieurs collectivités se répartissent les compétences par territoire : 12 collectivités pour l'eau potable, 12 collectivités pour l'assainissement, et le Conseil Général pour l'irrigation.



7. Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) déclinent à l'échelle d'un bassin versant et de son cours d'eau ou d'un système aquifère les grandes orientations définies par le SDAGE.

Les SAGEs énoncent les priorités à retenir, en tenant compte

- de la protection du milieu naturel aquatique,
- des nécessités de mise en valeur de la ressource en eau,
- de l'évolution prévisible de l'espace rural,
- de l'environnement urbain et économique,
- de l'équilibre à assurer entre les différents usages de l'eau,
- et des contraintes économiques.

Aucun SAGE n'a été adopté ou n'est en cours d'élaboration pour la Guadeloupe.

Dans le cadre de l'orientation n°1 du SDAGE, une réflexion sur la mise en place d'une gestion concertée sur les bassins versants de la Grande Rivière à Goyaves et de la Grande Rivière de Vieux Habitants est préconisée. (Voir Chapitre « Orientations et dispositions »).

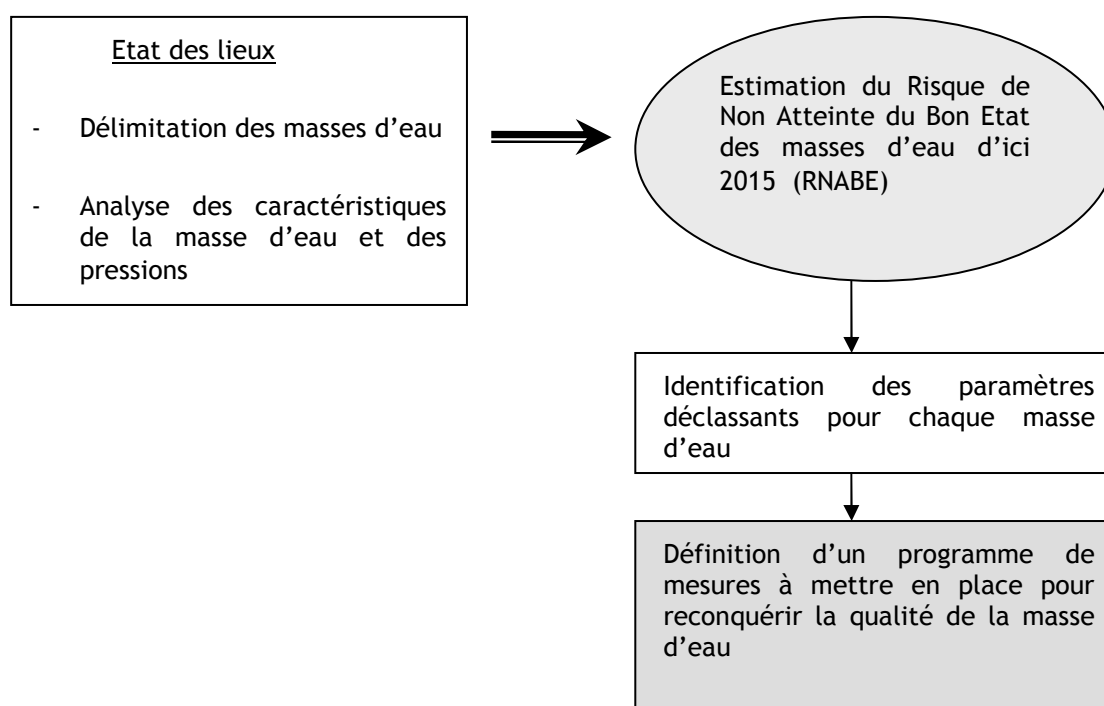
2. L'ETAT DES LIEUX DES MASSES D'EAU

1. L'articulation entre l'état des lieux, le programme de mesures et les objectifs environnementaux :

On distingue deux types de « masse d'eau » :

- les masses d'eau de surface qui correspondent, soit à des cours d'eau (FRIR), soit à des eaux côtières (FRIC),
- les masses d'eau souterraine (MESO).

Une analyse des caractéristiques de chacune des masses d'eau a permis d'identifier les masses d'eau présentant un risque de non atteinte du bon état en 2015, et de préciser les paramètres déclassants incriminés. Sur la base de cet état des lieux, les actions à promouvoir pour une reconquête de la qualité des milieux aquatiques ont été recherchées : elles constituent le socle du programme de mesures.



2. Actualisation de l'état des lieux :

Un premier état des lieux du district hydrographique de la Guadeloupe a été réalisé en 2005.

Il a fait l'objet d'une actualisation, afin de prendre en compte de nouvelles données sur la connaissance des milieux aquatiques : notamment un redécoupage des masses d'eau, la prise en compte de la pollution par la chlordécone, et un inventaire plus approfondi des pressions tels que les seuils et captages sur les cours d'eau de la Basse-Terre.

Nouveau découpage des masses d'eau

Quelques modifications ont été apportées à la délimitation des masses d'eau réalisée en 2005.

- Pour les masses d'eau « cours d'eau », l'association au sein d'une même masse d'eau de têtes de bassins versants disjointes a été revue et de nouvelles masses d'eau ont été créées selon le découpage suivant :

Bassin Amont de la Grande Rivière à Goyaves	FRIR 01- Grande Rivière à Goyaves amont
	FRIR 41- Bras David amont
	FRIR 42- Bras de Sable amont
	FRIR 43- Premier Bras amont
Bassins amont des rivières de Capesterre et Pérou	FRIR 15 - Grande rivière de Capesterre amont
	FRIR 44- Rivière du Pérou amont
Bassins amont des rivières du Petit Carbet et de Grande Anse	FRIR 20- Rivière du Petit Carbet amont
	FRIR 45- Rivière Grande Anse amont
Bassins amont des rivières des Vieux habitants et de Beaugendre	FRIR 27- Grande Rivière des Vieux Habitants amont
	FRIR 46- Rivière Beaugendre amont
Bassins amont des rivières de Grande et Petite Plaine	FRIR 31- Rivières de Petite Plaine amont
	FRIR 47- Rivières de Grande Plaine amont

- Pour les masses d'eau souterraines, une même masse d'eau souterraine regroupait les deux îles du Nord : Saint Martin et Saint Barthélémy. Une masse d'eau souterraine distincte a été définie pour St Martin.
- Pour les masses d'eau côtières, la délimitation des masses d'eau côtières est restée identique à celle réalisée lors de l'état des lieux de 2005.

Ont donc été délimitées sur le territoire du bassin de la Guadeloupe :

- 47 masses d'eau de type « cours d'eau » dont la définition est basée sur des critères physiques (géologie, relief) et sur l'importance du cours. La totalité de ces masses d'eau est localisée sur l'île de Basse-Terre,
- 11 masses d'eau côtière définies sur la base de critères géomorphologiques et de capacité de renouvellement des eaux,
- 6 masses d'eau souterraine sur la base de critères hydrogéologiques.

3. Evaluation du risque de non atteinte du bon état pour les eaux de surface

Le bon état pour des eaux de surface s'entend par un bon état chimique et un bon état écologique.

L'évaluation du risque de non atteinte du bon état a été réalisée selon 2 scénarios : avec et sans prise en compte de la contamination des cours d'eau et des eaux côtières par la chlordécone.

3.1 Les cours d'eau

▪ L'appréciation du risque de non atteinte du bon état chimique

Pour définir l'état chimique, la directive vise 33 substances prioritaires, auxquelles s'ajoutent 8 substances issues de la liste I de la directive 76/464/CE, soit 41 substances. (cf. Chapitre 5. Liste des 41 substances de l'état chimique des eaux de surface).

L'objectif de bon état chimique consiste à respecter les normes de qualité environnementales pour ces substances.

Un réseau de surveillance de la qualité chimique des cours d'eau a été mis en place dans le cadre du GREPP (Groupe Régional d'Etudes des Pollutions par les produits Phytosanitaires) de 2003 à 2007. Ce réseau a permis de suivre 6 de ces substances : le chlorpyrifos éthyl, la dieldrine, le diuron, le HCH alpha et bêta, et la simazine. Ce réseau a été complété en 2008 pour suivre les 41 substances conformément à la directive.

L'état des lieux a été apprécié à partir d'une analyse des résultats de l'année 2007, et de la prise en compte à « dire d'expert » de la relation pressions/impact sur chacune des masses d'eau.

▪ L'appréciation du risque de non atteinte du bon état écologique

L'évaluation de l'état écologique des cours d'eau se base sur des paramètres biologiques et des paramètres physico-chimiques sous-tendant la biologie.

→ Les macro polluants

Les suivis réalisés sur les macro polluants, de 2004 à 2007 sur une vingtaine de cours d'eau, montrent une bonne qualité des cours d'eau, excepté pour le tronçon aval de la rivière aux Herbes (FRIR 24).

→ Les autres paramètres physico-chimiques sous-tendant la biologie

Certains polluants (autres que les 41 substances de l'état chimique) peuvent servir d'indicateur de l'état écologique d'une masse d'eau.

Le suivi réalisé de 2003 à 2007, dans le cadre du Groupe Régional d'Etudes des Pollutions par les Phytosanitaires, sur plusieurs rivières de la Basse-Terre qui drainent la zone traditionnelle de culture de la banane, a permis de mesurer de fortes concentrations en insecticides organochlorés, notamment la chlordécone. Parallèlement, des études ont été menées par l'Université Antilles-Guyane en 2005 et 2007 pour évaluer la contamination des espèces aquatiques.

La chlordécone est un pesticide organochloré, polluant organique persistant, pouvant se concentrer dans les organismes vivants, cancérigène possible et perturbateur endocrinien potentiel chez l'homme. Cette molécule a été utilisée pendant des années en Guadeloupe, sur les cultures bananières, pour lutter contre le charançon. Elle est actuellement interdite.

Compte tenu de sa persistance dans les sols pendant des dizaines d'années, la chlordécone est retrouvée dans certaines denrées animales et végétales, dans l'eau puis dans la chaîne alimentaire. Il s'agit d'une problématique importante et spécifique aux Antilles qui mérite d'être prise en compte dans le SDAGE, en cohérence avec le plan d'action national.

C'est dans ce contexte qu'il a été décidé d'intégrer la chlordécone à la liste des substances caractérisant l'état écologique des eaux de surface.

La Norme de Qualité Environnementale (NQE) qui est établie pour prendre en compte les effets de ce pesticide à la fois pour l'environnement et la santé humaine permet d'identifier les masses d'eau n'atteignant pas le bon état pour ce paramètre.

Dans l'état actuel des connaissances et en cohérence avec le plan d'action national chlordécone la NQE est fixée à 0,1 µg/l dans l'eau et à 20 µg/kg dans le biote. La valeur eau permet de protéger de la toxicité directe de la chlordécone pour les organismes aquatiques et est protectrice pour la production d'eau potable.

L'état des lieux a évalué un risque de non atteinte du bon état pour les cours d'eau pour lesquels un dépassement des valeurs seuils fixées dans l'eau ou dans le biote pour cette molécule a été constaté, et lorsque le bassin versant a fait l'objet d'un assolement en bananes à l'époque de l'utilisation de la chlordécone.

Cependant, compte tenu de l'étendue de la contamination du bassin par ce pesticide, l'état des lieux est présenté selon 2 scénarios : avec et sans chlordécone afin de ne pas masquer les autres paramètres indicateurs de l'état des milieux aquatiques et les efforts à y entreprendre.

→ L'hydrobiologie

Depuis 2005, sur une vingtaine de cours d'eau, plusieurs prélèvements sont effectués afin d'analyser la richesse écologique du milieu: floristiques (algues diatomées) et faunistiques (macroinvertébrés benthiques, ichtyofaune). Ces prélèvements permettent de calculer trois indices :

- l'indice de polluo-sensibilité spécifique (IPS) qui caractérise la richesse en diatomées,
- l'indice biologique IB971 qui caractérise la richesse du cours d'eau en macro-invertébrés,
- la richesse en ichtyofaune.

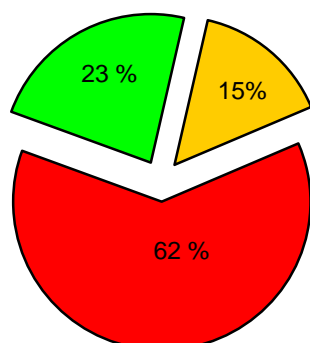
Il ressort des résultats de ces suivis que les indices choisis pour le suivi hydro biologique sont difficilement interprétables : à la fois par manque de recul sur les données (chronique insuffisante), et par des interrogations sur la pertinence des indices par rapport au contexte spécifique des rivières antillaises.

En l'absence de fiabilité accordée à ce suivi, l'état des lieux s'est basé sur la relation pression/impact : présence d'obstacles à la circulation des espèces (continuité écologique) et l'absence d'un débit réservé (hydrologie) comme indicateur de la richesse écologique.

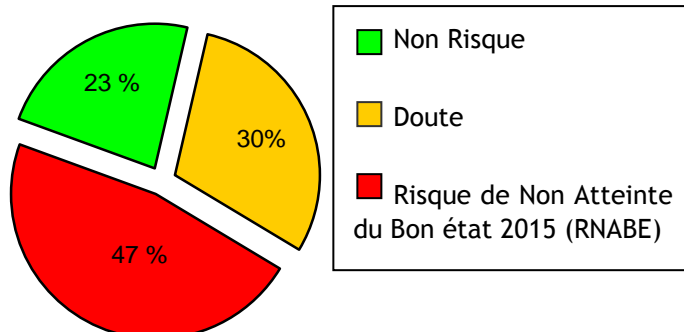
▪ Risque de non atteinte du bon état global des cours d'eau

L'état des lieux montre que, dans le contexte actuel, seulement un quart des cours d'eau ne présente pas de risque pour l'atteinte du bon état en 2015.

RNABE - Cours d'eau avec chlordécone-



R RNABE - Cours d'eau sans chlordécone-



- Les paramètres risquant de déclasser les cours d'eau sont :

Pour l'état chimique :

→ la présence de HCH bêta sur certains cours d'eau, paramètre de la famille des pesticides.

Pour l'état écologique :

→ l'hydrologie : les volumes d'eau prélevés dans certains cours d'eau ne permettent pas de maintenir un débit minimum biologique permettant le développement de la vie aquatique.

→ la présence de seuils sur certains cours d'eau entrave la circulation des espèces dulcicoles.

→ la pollution par les pesticides d'origine agricole, dont la chlordécone, porte atteinte à la qualité des cours d'eau

→ la pollution par le rejet des eaux usées domestiques, industrielles a un impact sur la qualité écologique des cours d'eau

COURS D'EAU avec la prise en compte de la contamination par la chlordécone

ETAT DES LIEUX ACTUALISE

Risque de non atteinte du bon état



Non Risque



Doute



Risque de Non Atteinte du Bon Etat

Cours d'eau		Paramètres pour l'état écologique				Etat des lieux écologique	Etat des lieux chimique	Etat des lieux global
Nom	Code	Hydrologie	Continuité écologique	Morphologie	Physico-chimie			
Grande Rivière à Goyaves amont	FRIR 01							
Rivière Bras David amont	FRIR 41							
Rivière Bras de sable amont	FRIR 42							
Rivière du premier bras amont	FRIR 43							
Rivière Bras David aval	FRIR 02							
Rivière Bras de Sable aval	FRIR 03							
Rivière du Premier aval	FRIR 04							

Cours d'eau		Paramètres pour l'état écologique				Etat des lieux écologique	Etat des lieux chimique	Etat des lieux global
Nom	Code	Hydrologie	Continuité écologique	Morphologie	Physico-chimie			
Petite Rivière à Goyave	FRIR 14							
Grande Rivière Capesterre amont	FRIR 15							
Grande Rivière Capesterre aval	FRIR 16							
Rivière Pérou amont	FRIR 44							
Rivière Pérou aval	FRIR 17							
Rivière Grand Carbet	FRIR 18							
Rivière Bananier	FRIR 19							

Cours d'eau		Paramètres pour l'état écologique				Etat des lieux écologique	Etat des lieux chimique	Etat des lieux global
Nom	Code	Hydrologie	Continuité écologique	Morphologie	Physico-chimie			
Grande Rivière Vieux Habitant aval	FRIR 28							
Rivière Beaugendre amont	FRIR 46							
Rivière Beaugendre aval	FRIR 29							
Rivière Losteau	FRIR 30							
Rivière Grande Plaine amont	FRIR 31							
Rivière Grande Plaine aval	FRIR 32							
Rivière Petite Plaine amont	FRIR 47							

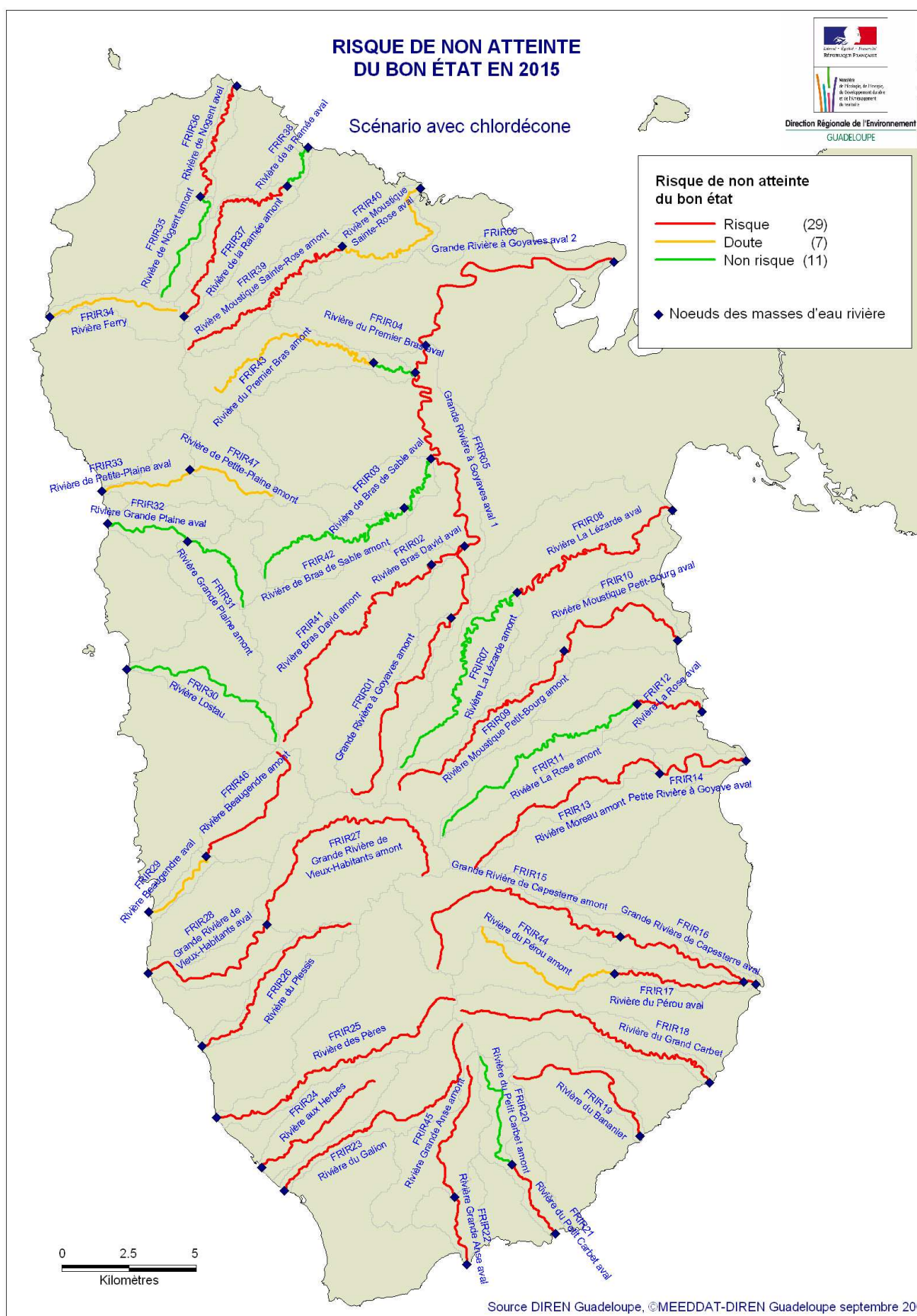
COURS D'EAU avec la chlordécone

Cours d'eau		Paramètres pour l'état écologique				Etat des lieux écologique	Etat des lieux chimique	Etat des lieux global
Nom	Code	Hydrologie	Continuité écologique	Morphologie	Physico-chimie			
Grande Rivière à Goyaves aval 1	FRIR 05							
Grande Rivière à Goyaves aval 2	FRIR 06							
Rivière Lézarde amont	FRIR 07							
Rivière Lézarde aval	FRIR 08							
Rivière Moustique Petit Bourg amont	FRIR 09							
Rivière Moustique Petit Bourg amont	FRIR 10							
Rivière La Rose amont	FRIR 11							
Rivière La Rose aval	FRIR 12							

Cours d'eau		Paramètres pour l'état écologique				Etat des lieux écologique	Etat des lieux chimique	Etat des lieux global
Nom	Code	Hydrologie	Continuité écologique	Morphologie	Physico-chimie			
Rivière Moreau	FRIR 13							
Rivière Petit Carbet amont	FRIR 20							
Rivière Petit Carbet aval	FRIR 21							
Rivière Grande Anse amont	FRIR 45							
Rivière Grande Anse aval	FRIR 22							
Rivière du Galion	FRIR 23							
Rivière aux Herbes	FRIR 24							
Rivière des Pères	FRIR 25							
Rivière du Plessis	FRIR 26							

(Suite)

Cours d'eau		Paramètres pour l'état écologique				Etat des lieux écologique	Etat des lieux chimique	Etat des lieux global
Nom	Code	Hydrologie	Continuité écologique	Morphologie	Physico-chimie			
Grande Rivière Vieux Habitant amont	FRIR 27							
Rivière Petite Plaine aval	FRIR 33							
Rivière Ferry	FRIR 34							
Rivière Nogent amont	FRIR 35							
Rivière Nogent aval	FRIR 36							
Rivière La Ramée amont	FRIR 37							
Rivière La Ramée aval	FRIR 38							
Moustique Ste Rose amont	FRIR 39							
Moustique Ste Rose aval	FRIR 40							



COURS D'EAU sans prise en compte de la contamination par la chlordécone

Risque de non atteinte du bon état



Non Risque



Doute



Risque de Non Atteinte du Bon Etat

Cours d'eau		Paramètres pour l'état écologique				Etat des lieux écologique	Etat des lieux chimique	Etat des lieux global
Nom	Code	Hydrologie	Continuité écologique	Morphologie	Physico-chimie			
Grande Rivière à Goyaves amont	FRIR 01							
Rivière Bras David amont	FRIR 41							
Rivière Bras de sable amont	FRIR 42							
Rivière du premier bras amont	FRIR 43							
Rivière Bras David aval	FRIR 02							
Rivière Bras de Sable aval	FRIR 03							
Rivière du Premier aval	FRIR 04							

ETAT DES LIEUX ACTUALISE

Cours d'eau		Paramètres pour l'état écologique				Etat des lieux écologique	Etat des lieux chimique	Etat des lieux global
Nom	Code	Hydrologie	Continuité écologique	Morphologie	Physico-chimie			
Petite Rivière à Goyave	FRIR 14							
Grande Rivière Capesterre amont	FRIR 15							
Grande Rivière Capesterre aval	FRIR 16							
Rivière Pérou amont	FRIR 44							
Rivière Pérou aval	FRIR 17							
Rivière Grand Carbet	FRIR 18							
Rivière Bananier	FRIR 19							

Cours d'eau		Paramètres pour l'état écologique				Etat des lieux écologique	Etat des lieux chimique	Etat des lieux global
Nom	Code	Hydrologie	Continuité écologique	Morphologie	Physico-chimie			
Grande Rivière Vieux Habitant aval	FRIR 28							
Rivière Beaugendre amont	FRIR 46							
Rivière Beaugendre aval	FRIR 29							
Rivière Losteau	FRIR 30							
Rivière Grande Plaine amont	FRIR 31							
Rivière Grande Plaine aval	FRIR 32							
Rivière Petite Plaine amont	FRIR 47							

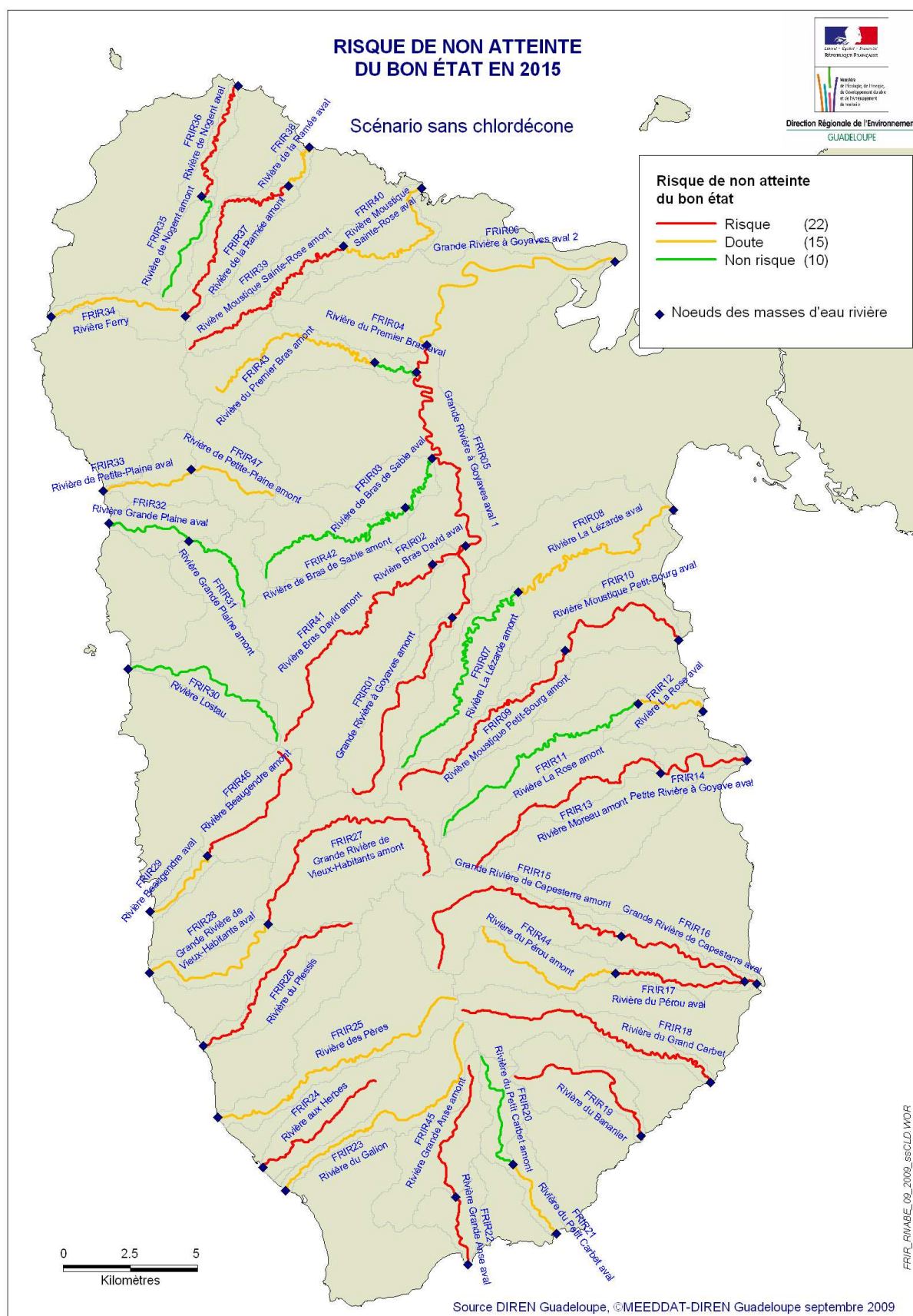
COURS D'EAU sans la chlordécone

Cours d'eau		Paramètres pour l'état écologique				Etat des lieux écologique	Etat des lieux chimique	Etat des lieux global
Nom	Code	Hydrologie	Continuité écologique	Morphologie	Physico-chimie			
Grande Rivière à Goyaves aval 1	FRIR 05							
Grande Rivière à Goyaves aval 2	FRIR 06							
Rivière Lézarde amont	FRIR 07							
Rivière Lézarde aval	FRIR 08							
Rivière Moustique Petit Bourg amont	FRIR 09							
Rivière Moustique Petit Bourg amont	FRIR 10							
Rivière La Rose amont	FRIR 11							
Rivière La Rose aval	FRIR 12							

Cours d'eau		Paramètres pour l'état écologique				Etat des lieux écologique	Etat des lieux chimique	Etat des lieux global
Nom	Code	Hydrologie	Continuité écologique	Morphologie	Physico-chimie			
Rivière Moreau	FRIR 13							
Rivière Petit Carbet amont	FRIR 20							
Rivière Petit Carbet aval	FRIR 21							
Rivière Grande Anse amont	FRIR 45							
Rivière Grande Anse aval	FRIR 22							
Rivière du Galion	FRIR 23							
Rivière aux Herbes	FRIR 24							
Rivière des Pères	FRIR 25							
Rivière du Plessis	FRIR 26							

(Suite)

Cours d'eau		Paramètres pour l'état écologique				Etat des lieux écologique	Etat des lieux chimique	Etat des lieux global
Nom	Code	Hydrologie	Continuité écologique	Morphologie	Physico-chimie			
Grande Rivière Vieux Habitant amont	FRIR 27							
Rivière Petite Plaine aval	FRIR 33							
Rivière Ferry	FRIR 34							
Rivière Nogent amont	FRIR 35							
Rivière Nogent aval	FRIR 36							
Rivière La Ramée amont	FRIR 37							
Rivière La Ramée aval	FRIR 38							
Moustique Ste Rose amont	FRIR 39							
Moustique Ste Rose aval	FRIR 40							



3.2 Les eaux côtières

- L'appréciation du risque de non atteinte du bon état chimique

Pour définir l'état chimique, la directive vise 33 substances prioritaires, auxquelles s'ajoutent 8 substances issues de la liste I de la directive 76/464/CE, soit 41 substances. (cf. Chapitre 5. Liste des 41 substances de l'état chimique des eaux de surface).

Ces substances se répartissent en 4 familles : les pesticides, les métaux lourds, les polluants industriels, autres polluants.

Le réseau de surveillance a été mis en place en 2009. Les résultats n'ont pas été exploités.

L'état des lieux a donc été réalisé « à dire d'expert », à partir des relations pressions/impact. Ont été notamment pris en considération le rejet des eaux usées industrielles, les activités portuaires et l'impact des lixiviats de décharges.

- L'appréciation du risque de non atteinte du bon état écologique

L'évaluation de l'état écologique des eaux côtières s'appuie sur des paramètres biologiques et des paramètres physico-chimiques sous-tendant la biologie.

En l'absence de données du réseau de surveillance :

→ Concernant les macro polluants, et la biologie,

« A dire d'expert », il a été estimé dans l'état des lieux que la densité de l'urbanisation le long de certaines zones côtières entraîne un risque de non atteinte du bon état écologique, liée aux insuffisances des infrastructures d'assainissement des eaux domestiques (nécessité d'étendre les réseaux de collecte des eaux usées, et d'améliorer la gestion des stations d'épuration) et des eaux pluviales.

Cette pression participe à l'eutrophisation et à l'hyper sédimentation des milieux.

La fréquentation et les activités de plaisance engendrent également une pression sur le vivant.

→ Les autres paramètres physico-chimiques sous-tendant la biologie

Certains polluants (autres que les 41 substances de l'état chimique) peuvent servir d'indicateur de l'état écologique d'une masse d'eau.

Le suivi réalisé de 2003 à 2007, dans le cadre du Groupe Régional d'Etudes des Pollutions par les Phytosanitaires, sur plusieurs rivières de la Basse-Terre qui drainent la zone traditionnelle de culture de la banane, a permis de mesurer de fortes concentrations en insecticides organochlorés, notamment la chlordécone.

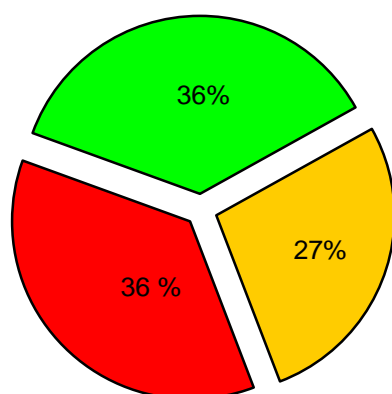
Les eaux côtières étant le réceptacle final de toutes les pollutions présentes dans les cours d'eau, l'état des lieux a évalué un risque de non atteinte du bon état pour les eaux côtières situées à l'aval de cours d'eau susceptibles d'être contaminés par la chlordécone.

Cependant, compte tenu de l'étendue de la contamination du bassin par ce pesticide, l'état des lieux est présenté avec et sans chlordécone afin de ne pas masquer les autres paramètres indicateurs de l'état des milieux aquatiques et les efforts à y entreprendre.

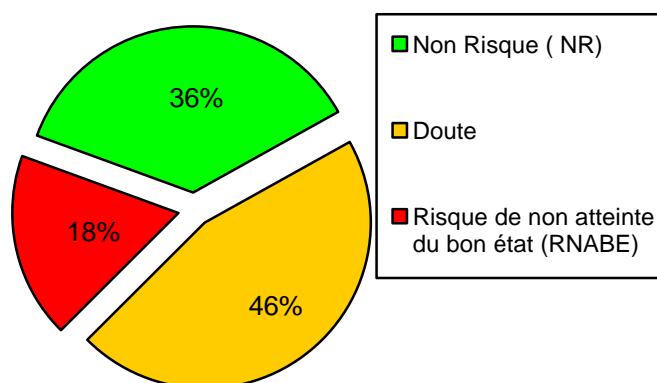
▪ Risque de non atteinte du bon état global des eaux côtières :

L'état des lieux montre que, dans le contexte actuel, en considérant la pollution par la chlordécone, seulement un tiers des eaux côtières sont considérés comme pouvant respecter l'objectif de bon état 2015. (Cf. tableaux détaillés par masse d'eau en annexe et cartes de l'état des lieux).

RNABE - Eaux côtières avec chlordécone-



RNABE - Eaux côtières sans chlordécone-



▪ Les paramètres risquant de déclasser les masses d'eau côtière sont :

Pour l'état chimique :

→ la pollution par le rejet des eaux usées industrielles, les activités portuaires et l'impact de lixiviats de décharges a un impact sur la qualité chimique des eaux côtières.

Pour l'état écologique :

→ la pollution par le rejet des eaux usées domestiques, industrielles a un impact sur la qualité écologique des eaux côtières.

→ l'hyper sédimentation liée à l'érosion des sols et à la gestion des eaux pluviales

→ la pollution par les pesticides d'origine agricole, dont la chlordécone, porte atteinte à la qualité des eaux côtières.

Eaux CÔTIÈRES avec la prise en compte de la contamination par la chlordécone

ETAT DES LIEUX ACTUALISE

Risque de non atteinte du bon état



Non Risque

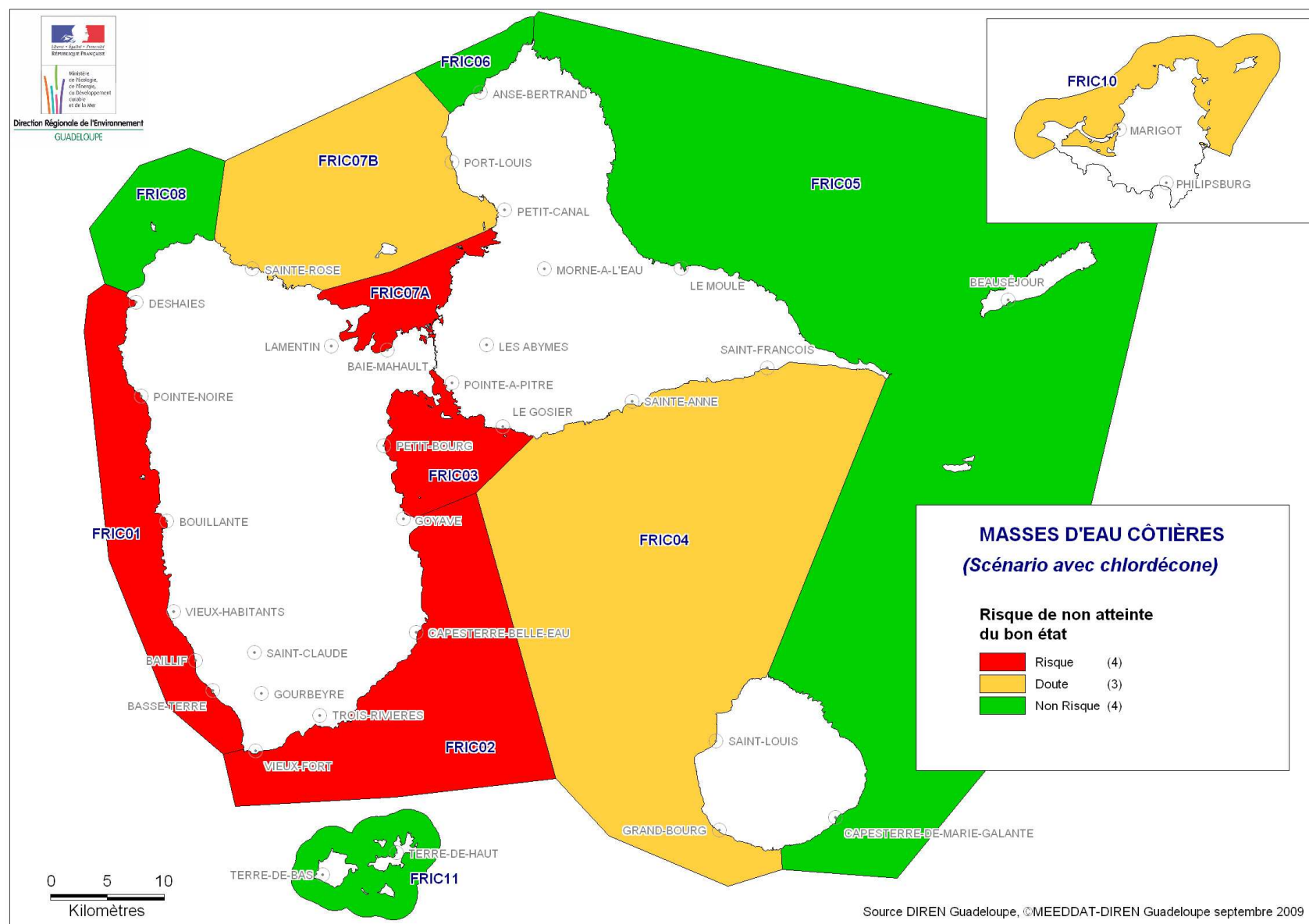


Doute



Risque de Non Atteinte du Bon Etat

Eaux côtières		Paramètres pour l'état écologique			Paramètres pour l'état chimique					
Nom	Code	Nutriments	Hyper sédimentation	Pesticides	Polluants industriels	Polluants portuaires	Polluants liés aux décharges	Etat des lieux écologique	Etat des lieux chimique	Etat des lieux global
Côte Ouest Basse Terre	FRIC01									
Pointe Vieux Fort - Ste Marie	FRIC02									
Petit Cul de Sac	FRIC03									
Pointe Canot - Pointe des Châteaux	FRIC04									
Pointe des Châteaux - Pointe Grande Vigie	FRIC05									
Grande Vigie - Port Louis	FRIC06									
Grand Cul de Sac Marin Sud	FRIC07A									
Grand Cul de Sac Marin Nord	FRIC07B									
Pointe Madame - Gros Morne	FRIC08									
Saint Martin	FRIC10									
Les Saintes	FRIC11									



EAUX CÔTIÈRES sans la prise en compte de la contamination par la chlordécone

ETAT DES LIEUX ACTUALISE

Risque de non atteinte du bon état



Non Risque

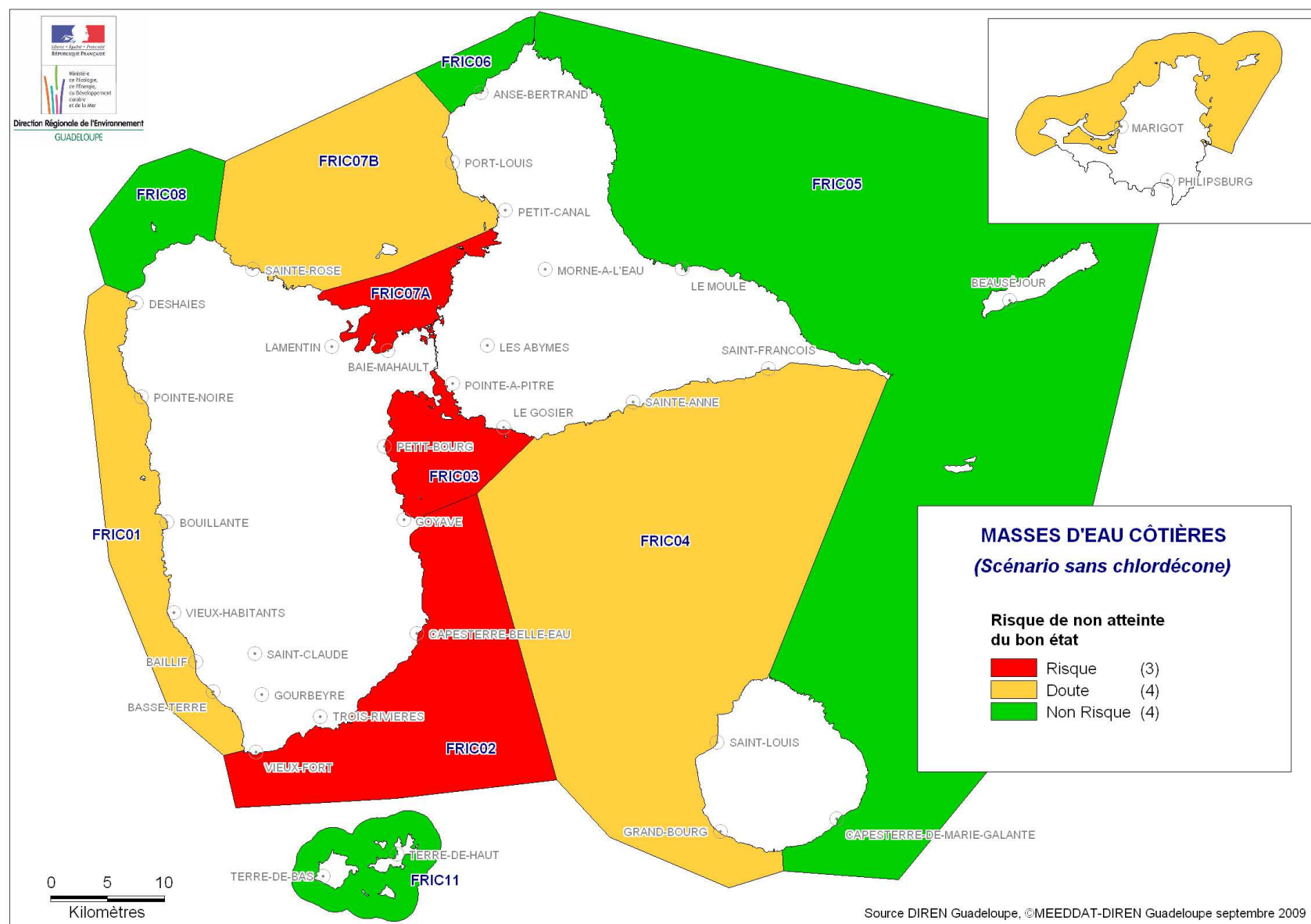


Doute



Risque de Non Atteinte du Bon Etat

Eaux côtières		Paramètres pour l'état écologique			Paramètres pour l'état chimique					
Nom	Code	Nutriments	Hyper sédimentation	Pesticides	Polluants industriels	Polluants portuaires	Polluants liés aux décharges	Etat des lieux écologique	Etat des lieux chimique	Etat des lieux global
Côte Ouest Basse Terre	FRIC01									
Pointe Vieux Fort - Ste Marie	FRIC02									
Petit Cul de Sac	FRIC03									
Pointe Canot - Pointe des Châteaux	FRIC04									
Pointe des Châteaux - Pointe Grande Vigie	FRIC05									
Grande Vigie - Port Louis	FRIC06									
Grand Cul de Sac Marin Sud	FRIC07A									
Grand Cul de Sac Marin Nord	FRIC07B									
Pointe Madame - Gros Morne	FRIC08									
Saint Martin	FRIC10									
Les Saintes	FRIC11									



4. Evaluation du risque de non atteinte du bon état pour les eaux souterraines

Le « bon état » pour une masse d'eau souterraine s'entend par :

- Bon état quantitatif : les volumes prélevés et la recharge annuelle de la nappe s'équilibre.
- Bon état chimique : la qualité chimique prend en compte plusieurs paramètres, y compris tous les pesticides

▪ L'appréciation du risque de non atteinte du bon état quantitatif

En 2007, une étude sur la modélisation du fonctionnement de la nappe de Grande-Terre a été conduite par le BRGM à la demande de la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN).

Il ressort de cette étude que les prélèvements actuels ne représentent que 5 % de l'ensemble de la ressource disponible mobilisable (environ 4 Mm³/an). Certains secteurs de cette nappe sont cependant plus vulnérables à un risque d'intrusion du biseau salé comme les Plateaux du Nord, et la frange littorale. Sur cette base, il a été estimé que la nappe de Grande Terre ne présente donc pas de risque quantitatif.

Aucun élément ne permettant de conclure à un risque explicite de non atteinte du bon état quantitatif des masses d'eau souterraines, toutes les masses d'eau ont donc été classées en Non Risque dans l'état des lieux.

Néanmoins, l'analyse du réseau de surveillance piézométrique ainsi que les conclusions d'études de modélisation devraient permettre de faire évoluer l'appréciation de l'état quantitatif des masses d'eau souterraines.

▪ L'appréciation du risque de non atteinte du bon état chimique

Pour évaluer le risque de non atteinte du bon état chimique des eaux souterraines, l'état des lieux s'est appuyé :

- sur les résultats du suivi pesticides mis en place entre 2003 et 2007 dans le cadre du Groupe Régional d'Etude des Produits Phytosanitaires
- sur les conclusions d'une étude de cartographie de la vulnérabilité des nappes de Grande Terre et de Marie Galante (Etude BRGM - juin 2007).

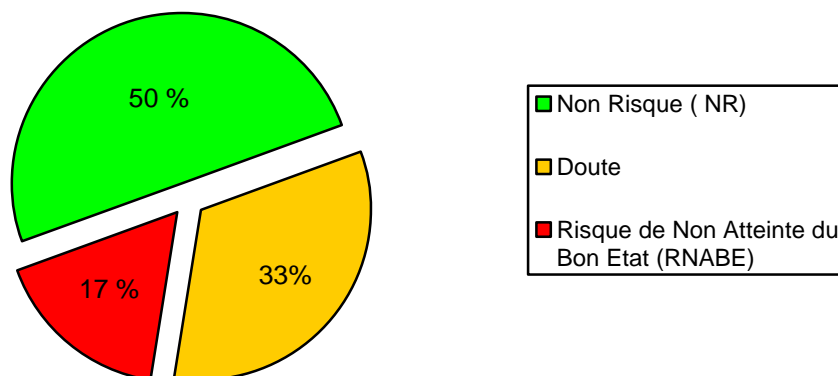
Il ressort de ces données que certains secteurs de la nappe de Grande-Terre ainsi que la nappe de Marie-Galante présentent une vulnérabilité intrinsèque vis-à-vis des activités humaines. Des dépassements de valeur seuil de pesticides ont été relevés sur ces masses d'eau. Aussi, la nappe de Grande-Terre et celle de Marie-Galante ont été estimées comme présentant un doute sur l'atteinte du bon état en 2015.

Dans le contexte actuel, seule la masse d'eau souterraine du sud de la Basse-Terre a été classée en risque de non atteinte du bon état chimique en 2015. Ce risque est lié à la contamination des eaux souterraines de la Basse-Terre par les insecticides organochlorés (chlordécone, dieldrine, HCH bêta). L'amélioration de la qualité des eaux de cette masse d'eau risque d'être lente du fait de la rémanence importante de ces molécules.

- Risque de non atteinte du bon état global des eaux souterraines :

L'état des lieux montre que, dans le contexte actuel, 33 % des masses d'eau souterraines sont considérés comme pouvant respecter l'objectif de bon état 2015.

- RNABE - Eaux souterraines -



- Les paramètres risquant de déclasser les masses d'eau souterraines ont :

Pour l'état chimique :

→ la pollution par les pesticides d'origine agricole.

EAUX SOUTERRAINES

ETAT DES LIEUX ACTUALISE

Risque de non atteinte du bon état



Non Risque

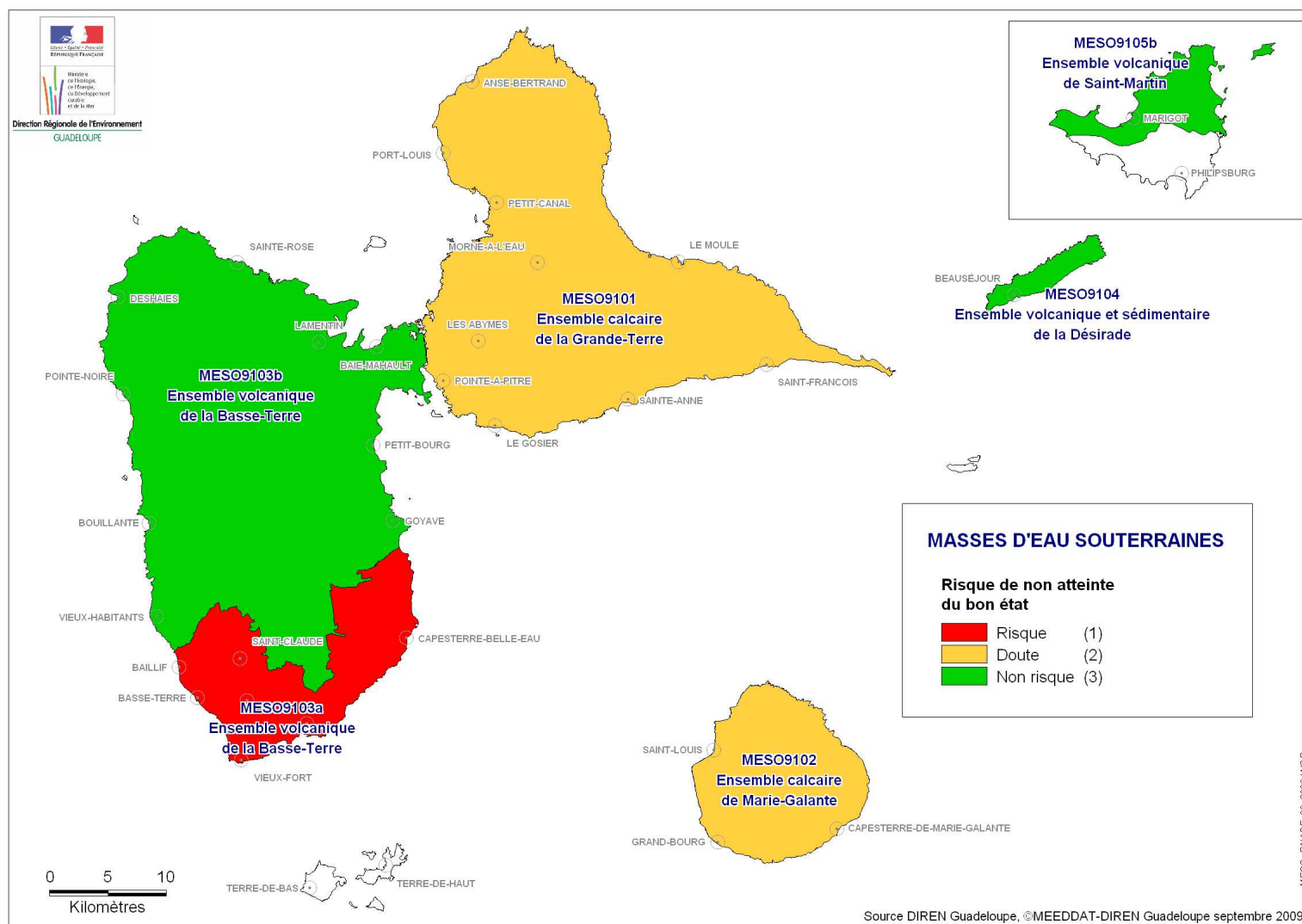


Doute



Risque de Non Atteinte du Bon Etat

Eaux souterraines		Paramètres pour l'état chimique		Etat des lieux chimique	Etat des lieux quantitatif	Etat des lieux global
Nom	Code MESO	Nitrates	Pesticides			
Sud Basse-Terre	9103a					
Nord Basse Terre	9103b					
Grande Terre	9101					
La Désirade	9104					
Marie-Galante	9102					
St Martin	9105b					



Présentation synthétique relative à la gestion de l'eau

5. Les 41 substances de l'état chimique des eaux de surface

Normes de qualité environnementale provisoires (NQE_p) » à retenir pour les 33 substances et familles de substances prioritaires figurant à l'annexe X de la DCE

N°UE (1)	N°UE DCE (2)	Nom de la substance	N° CAS (Chemical Abstracts Service)	NQE _p (µg/l) Eaux de surface intérieures (3)	NQE _p (µg/l) Eaux de transition (3)	NQE _p (µg/l) Eaux marines intérieures et territoriales (3)	Sédiments
	1.	Alachlore	15972-60-8	0,3	0,3	0,3	s.o.
3	2.	Anthracène	120-12-7	0,1	0,1	0,1	suivi
131	3.	Atrazine	1912-24-9	0,6	0,6	0,6	s.o.
7	4.	Benzène	71-43-2	10	8	8	s.o.
	5	Pentabromodiphényléther [3]	32534-81-9	0,0005	0,0002	0,0002	suivi
12	6.	Cadmium et ses composés	7440-43-9	5	5 D(4)	2,5 D(4)	suivi
	7.	C10-13-chloroalcanes	85535-84-8	0,4	0,4	0,4	suivi
	8.	Chlorfenvinphos	470-90-6	0,1	0,1	0,1	suivi
	9.	Chlorpyrifos	2921-88-2	0,03	0,03	0,03	suivi
59	10.	1,2-Dichloroéthane	107-06-2	10	10	10	s.o.
62	11.	Dichlorométhane	75-09-2	20	20	20	s.o.
	12.	Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	117-81-7	1,3	1,3	1,3	suivi
	13.	Diuron	330-54-1	0,2	0,2	0,2	s.o.
76	14.	Endosulfan	115-29-7	0,005	0,0005	0,0005	suivi
	15.	Fluoranthène	206-44-0	0,1	0,1	0,1	suivi
83	16.	Hexachlorobenzène	118-74-1	0,03	0,03	0,03	suivi
84	17.	Hexachlorobutadiène	87-68-3	0,1	0,1	0,1	suivi
85	18.	Hexachlorocyclohexane	608-73-1	0,1	0,02	0,02	suivi
	19.	Isoproturon	34123-59-6	0,3	0,3	0,3	s.o.
Métal	20.	Plomb et ses composés	7439-92-1	7,2	7,2	7,2	suivi
92	21.	Mercure et ses composés	7439-97-6	1	0,5 D(4)	0,3 D(4)	suivi
96	22.	Naphthalène	91-20-3	2,4	1,2	1,2	suivi
Métal	23.	Nickel et ses composés	7440-02-0	20	20	20	suivi
	24.	Nonylphénols	25154-52-3	0,3	0,3	0,3	suivi
	25.	Octylphénols	1806-26-4	0,1	0,01	0,01	suivi
		</TD					
	26.	Pentachlorobenzène	608-93-5	0,007	0,0007	0,0007	suivi
102	27.	Pentachlorophénol	87-86-5	2	2	2	suivi
				</TD			
99	28.	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	
		Benzo(a)pyrène	50-32-8	0,05	0,05	0,05	suivi
		Benzo(b)fluoranthène	205-99-2	S = 0,03	S = 0,03	S = 0,03	suivi
		Benzo(k)fluoranthène	207-08-9				suivi
		Benzo(g,h,i)peryène	191-24-2	S = 0,002	S = 0,002	S = 0,002	suivi
		Indeno(1,2,3-cd)pyrène	193-39-5				suivi
106	29.	Simazine	122-34-9	1	1	1	s.o.
	30.	Composés du tributylétain	688-73-3	0,0002	0,0002	0,0002	suivi
117 118	31.	Trichlorobenzènes (tous les isomères)	12002-48-1	0,4	0,4	0,4	suivi
23	32.	Trichlorométhane	67-66-3	12	12	12	s.o.
124	33.	Trifluraline	1582-09-8	0,03	0,03	0,03	suivi

« Normes de qualité environnementale provisoires (NQE_p) » à retenir pour les 8 substances et familles de substances de la liste I de la directive 76/464 et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE

N°UE (1)	N°UE Projet directive fille (2)	Nom de la substance	N° CAS (Chemical Abstracts Service)	NQE _p (µg/l) Eaux de surface intérieures (3)	NQE _p (µg/l) Eaux de transition (3)	NQE _p (µg/l) Eaux marines intérieures et territoriales (3)	Sédiments
46	1.	DDT total	Sans objet	0,025	0,025	0,025	suivi
		para-para-DDT	50-29-3	0,010	0,010	0,010	suivi
1	2.	Aldrine	309-00-2	0,010	0,010	0,010	suivi
71	3.	Dieldrine	60-57-1	0,010	0,010	0,010	suivi
77	4.	Endrine	72-20-8	0,005	0,005	0,005	suivi
130	5.	Isodrine	465-73-6	0,005	0,005	0,005	suivi
13	6.	Tétrachlorure de carbone	56-23-5	12	12	12	s.o.
111	7.	Tétrachloroéthylène	127-18-4	10	10	10	s.o.
121	8.	Trichloroéthylène	79-01-6	10	10	10	s.o.

(1) N°UE : le nombre mentionné correspond au classement par ordre alphabétique issu de la communication de la Commission européenne au Conseil du 22 juin 1982.

(2) N°UE projet directive fille : le nombre mentionné correspond au classement issu du projet de directive fille substances pour ces substances qui ne font pas partie de l'annexe X de la DCE.

(3) Sauf mention contraire, il s'agit de la concentration totale dans les eaux.

s.o. : sans objet car substance non hydrophobe ; suivi : car substance hydrophobe

3. REGISTRE DES ZONES PROTEGEES

Présentation synthétique relative à la gestion de l'eau

1. Définition des zones protégées et objectifs

Définition

Les articles 6 et 7 de la Directive Cadre prévoient que, dans chaque district, soit établi un registre des zones protégées.

Ce registre regroupe tous les zonages dans lesquels s'appliquent des dispositions relevant d'une législation européenne spécifique, concernant la protection des eaux de surface ou souterraines, ou la conservation des habitats et des espèces directement dépendants de l'eau.

Les zones protégées comprennent :

- les masses d'eau utilisées pour le captage d'eau destinée à la consommation humaine fournissant plus de 10m³/j ou desservant plus de 50 personnes, ainsi que celles destinées dans le futur à un tel usage ;
- les zones sensibles du point de vue des nutriments, notamment les zones désignées comme sensibles dans le cadre de la directive 91/571/CEE sur les eaux résiduaires urbaines, et les zones désignées comme vulnérables dans le cadre de la directive sur les nitrates 91/676/CEE;
- les zones désignées comme zones de protection des habitats et des espèces et où le maintien ou l'amélioration de l'état des eaux constitue un facteur important de cette protection, notamment les sites Natura 2000 pertinents dans le cadre de la directive 92/43/CEE et de la directive 79/409/CEE;
- les zones désignées pour la protection des espèces aquatiques importantes d'un point de vue économique;
- les masses d'eau désignées en tant qu'eaux de plaisance y compris les masses d'eau désignées en tant qu'eaux de baignade dans le cadre de la directive 76/160/CEE.

Objectifs

L'article 4 de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) définit les objectifs applicables aux zones protégées:

Toutes les normes et tous les objectifs sont à réaliser «au plus tard» avant fin 2015, sauf dispositions contraires en application de la législation communautaire concernant chaque type de zone protégée.

Il n'est pas fait mention de possibilités de reports ou d'objectifs moins stricts que «le bon état».

2. Registre des zones protégées de la Guadeloupe

LES ZONES DE CAPTAGE D'EAU POTABLE

La ressource préférentiellement utilisée pour la production d'eau potable provient en majorité des prises d'eau superficielle (71% de la totalité des prélèvements effectués pour cette production). Les prises d'eau sont principalement localisées sur Basse-Terre qui, de par son réseau hydrographique et la pluviosité qu'elle reçoit, constitue le «château d'eau» de la Guadeloupe. Une vingtaine de prises d'eau est ainsi recensée. Plusieurs d'entre elles sont des prises d'eau mixtes, assurant également l'alimentation en eau pour l'irrigation de terres agricoles.

La ressource en eau souterraine est également utilisée pour la production d'eau potable. On recense ainsi 31 forages sur Grande-Terre (22) et sur Marie-Galante (9), ils ne représentent cependant que 8,5% des prélèvements effectués pour l'eau potable.

Les sources, exploitées également sur Basse-Terre, représentent 17,5% des prélèvements. Elles sont localisées principalement dans la partie Sud de Basse-Terre sur les communes de Capesterre Belle Eau, de Trois-Rivières et de Saint-Claude.

L'eau souterraine est l'unique ressource en eau douce de Marie-Galante.

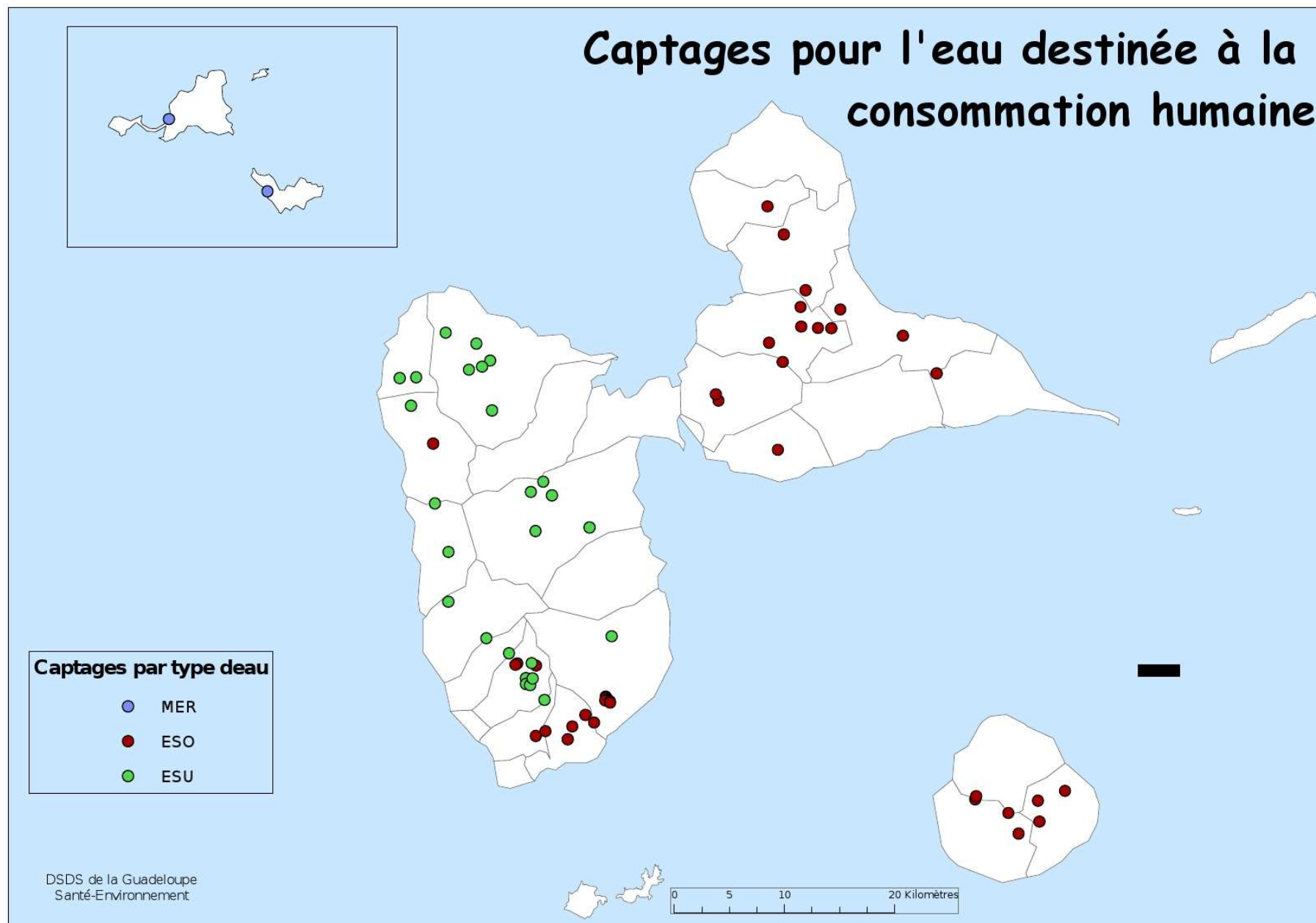
Il existe aussi une production d'eau potable à partir de l'eau de mer, pour l'alimentation de Saint-Martin.

Seuls les captages délivrant plus de 10m³/j ou alimentant plus de 50 personnes doivent être considérés.

L'arrêté du 11 janvier 2007 fixe les limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la Santé Publique.

La directive cadre fixe par ailleurs à l'article 7, la notion de zones protégées destinées à la fourniture d'eau potable. Ce dispositif ainsi que les objectifs à prévoir pour ces zones sont précisés à la fois par la Loi du 22 avril 2004 (art. 2) et par l'arrêté du 13 mars 2006.

Le Code de l'Environnement (L. 211-3) et le Code Rural (R. 114) précisent le principe et le contenu des programmes d'actions à mettre en œuvre pour ces zones protégées.



LES ZONES DE PROTECTION DES ESPECES IMPORTANTES DU POINT DE VUE ECONOMIQUE

Les seules espèces aquatiques importantes du point de vue économique désignées par une directive européenne sont celles relevant des directives conchylicoles et eaux conchylicoles.

Aucune zone conchylicole n'est identifiée sur le territoire du district de la Guadeloupe.

LES ZONES IDENTIFIES COMME ZONE DE PROTECTION HABITAT ET DES ESPECES

Il s'agit des zones désignées comme zone de protection des habitats et des espèces et où le maintien ou l'amélioration de l'état des eaux constitue un facteur important de cette protection, notamment les sites Natura 2000 pertinents.

Ces zones s'appuient sur une liste d'habitats et d'espèces concernés établie au niveau national.

Aucun site d'intérêt communautaire appartenant au réseau Natura 2000 n'est désigné en Guadeloupe, les critères d'identification de ces sites n'étant pas applicables aux milieux guadeloupéens.

LES COURS D'EAU CLASSES SALMONICOLES ET CYPRINICOLES

Aucun cours d'eau classé «salmonicole» et «cyprinicole» n'est désigné en Guadeloupe: aucune espèce de ces groupes ne colonise les cours d'eau du bassin.

LES MASSES D'EAU IDENTIFIEES EN TANT QU'EAUX DE PLAISANCE

Les eaux de plaisance intègrent les eaux de baignade et les zones de loisirs nautiques,

Les eaux de baignade

Le contrôle sanitaire des eaux de baignade

Le Service Santé-Environnement de la Direction de la Santé et du Développement Social (DSDS) de Guadeloupe réalise depuis 1976 le contrôle sanitaire des zones de baignade.

Durant la saison 2008 (du 1er octobre 2007 au 30 septembre 2008), 113 sites de baignade déclarés ont fait l'objet d'un suivi sanitaire :

- 101 sites de baignade en mer et,
- 12 sites de baignade en rivière,

Ce contrôle s'est traduit par 1557 prélèvements en mer et en rivière.

Le classement 2008 des baignades

Durant la saison balnéaire 2008 (d'octobre 2007 à septembre 2008), le programme de contrôle des eaux de baignade a été établi conformément aux dispositions de la *Directive Européenne n°76/160 du 8 décembre 1975* relative à la qualité des eaux de baignade. Cependant, on peut d'ores et déjà noter que la nouvelle Directive Européenne, du 15 février 2006, fixe de nouvelles dispositions en ce qui concerne la gestion des eaux de baignade. Cette dernière est entrée en vigueur le 24 mars 2008.

En 2008, les taux de conformité des zones côtières et des rivières sont respectivement de 97% et 92% (97% et 95% au niveau national). Pour la première fois depuis 2003, les baignades en rivière n'obtiennent pas un pourcentage de 100 % de conformité vis-à-vis des critères imposés par la Directive Européenne en vigueur :

3 zones de baignade en mer (Les Basses à Grand Bourg, La Baie du Moule au Moule et Grand Case à Saint-Martin) et 1 zone de baignade en rivière (Petit Pérou à Capesterre Belle-Eau) sont classées en catégorie C (eaux momentanément polluées).

Ce classement est le plus souvent le résultat de pollutions temporaires dues à des systèmes d'assainissement collectifs inadaptés ou mal maîtrisés ou encore à des systèmes d'assainissement individuels qui dysfonctionnent de manière chronique.

Comme les années précédentes, aucune baignade en Guadeloupe n'est classée en catégorie D (eau de mauvaise qualité).

En conclusion, les eaux de baignade ont été de bonne qualité durant la saison 2008 avec 97 % de sites conformes en Guadeloupe pour environ 96 % au niveau national.

Néanmoins, on peut souligner qu'une nouvelle fois l'assainissement sous toutes ses formes peuvent pénaliser lourdement la qualité de l'ensemble des sites de baignade. Par ailleurs, les conditions climatiques (ensoleillement et températures maximales) ont été légèrement moins favorables durant la saison 2007-2008. En effet, selon Météo France le total pluviométrique de l'année, fut d'un peu plus de 1609 mm pour l'année 2008 soit supérieure à la moyenne.

Malgré ces conditions, on peut noter que la bonne courantométrie dont bénéficient nos eaux favorise la dilution d'une majeure partie des pollutions générées dans le milieu naturel.

Ces bons résultats ne doivent malgré tout pas inciter les collectivités à réduire les efforts engagés pour améliorer la qualité des baignades :

- fiabilisation de la collecte des eaux usées,
- amélioration des performances épuratoires des stations d'épuration existantes par la mise en place d'équipements plus efficaces,
- et enfin, la fiabilisation de l'assainissement individuel.

C'est ce fort investissement des collectivités tout comme des particuliers dans la réhabilitation ou l'amélioration des systèmes d'assainissement, qui permettra de préserver durablement la qualité des eaux de nos sites de baignade.

Simulations de classements européens sur la base de la Directive Européenne de 2006

L'application des critères microbiologiques de la Directive Européenne 2006/7 pour établir des simulations de classements met en évidence durant la saison 2007-2008 :

- un déclassement de 33% de nos baignades en rivière (dont Petit Pérou classé en catégorie C en 2008), les rendant impropres à la baignade, avec parallèlement une légère augmentation des baignades classées comme étant de qualité excellente ;
- une stabilité du classement des baignades en mer. D'ailleurs, si ces critères de classement étaient déjà en application, les baignades en mer classés en catégorie C en 2008, seraient jugés bonnes voire excellentes (Cas de Grand Case à Saint-Martin).

Il est à rappeler que ces classements sont effectués à partir de critères microbiologiques différents, plus contraignants pour les rivières.

Les zones de loisir nautique

Une campagne de recensement des zones de loisir nautique a été initiée en 2008, avec la mise à disposition en mairie de registres ouverts à la population, permettant pour la première fois au public de donner son avis sur les sites déclarés et ceux qui mériteraient de l'être,

La DSDS a transmis un dossier complet aux communes et aux COM (le registre, les affiches d'information du public, le modèle de déclaration de baignade aménagée, etc...) et de nombreux spots radio relatifs à l'opération ont été diffusés.

Les communes et la COM de St Martin ont également fait une large publicité de la tenue de ce premier recensement, afin de mobiliser la population.

Sur la base de ces propositions et des inspections de terrain menées par les agents du service Santé-Environnement, de nouveaux sites ont été inscrits au contrôle sanitaire pour la saison balnéaire 2008-2009 ; ce qui devrait porter la liste des sites suivis à 123 en Guadeloupe et au suivi de 7 points d'étude supplémentaires (suivi analytique allégé).



LES ZONES SENSIBLES ET ZONES VULNERABLES

Il s'agit des zones soumises à l'influence des nutriments intégrant d'une part, les zones désignées comme sensibles dans le cadre de la directive n°91/271/CEE du 21/05/1991 relative aux eaux résiduaires urbaines et d'autre part, les zones désignées comme vulnérables dans le cadre de la directive n°91/676/CEE relatives à la protection des eaux par les nitrates à partir de sources agricoles.

.Les zones vulnérables

La directive n°91/676/CEE dite «directive nitrates» vise à réduire et prévenir les pollutions directes et indirectes des eaux par les nitrates d'origine agricole.

Sont classées en zones vulnérables les zones qui présentent un niveau de pollution qui se rapproche de la limite des 50mg/l de nitrates ou qui continue à augmenter vers ce niveau.

Aucune zone vulnérable n'a été délimitée au niveau du district guadeloupéen.

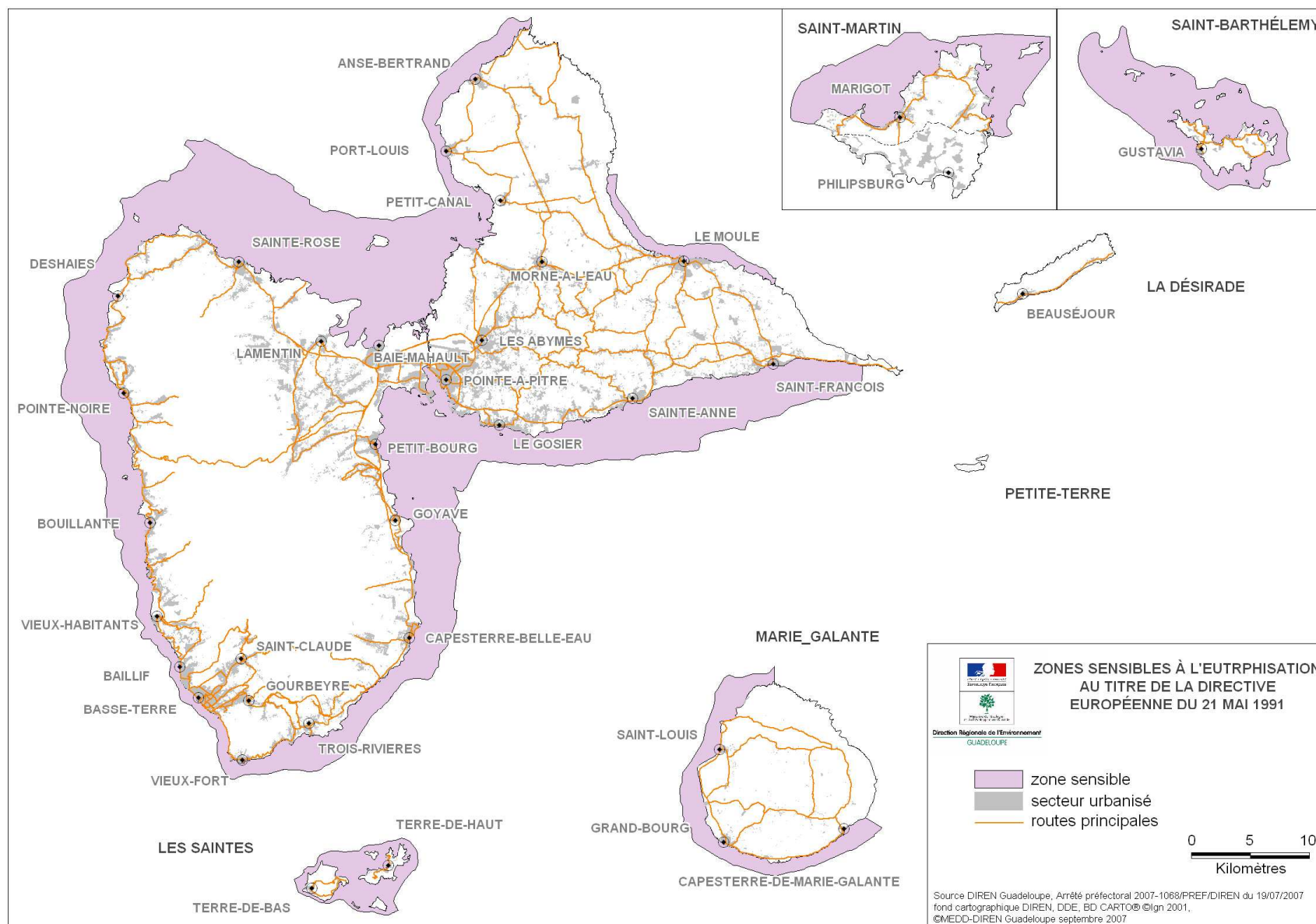
Les zones sensibles

L'arrêté préfectoral n°2007-068/PRE/DIREN du 19 juillet 2007 fixe la délimitation des zones sensibles à l'eutrophisation en Guadeloupe..

La conséquence d'une telle délimitation, est l'obligation pour les stations d'épuration de plus de 10 000 équivalent-habitants rejetant dans une zone sensible de réaliser un traitement plus poussée de la pollution azotée et/ou phosphorée, éléments polluants qui favorisent l'eutrophisation

COMITE DE BASSIN DE LA GUADELOUPE

SDAGE DE GUADELOUPE



Présentation synthétique relative à la gestion de l'eau

4. BILAN DU SDAGE PRECEDENT

1. Préambule

Le SDAGE 2010-2015 fait suite à un précédent Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), adopté le 19 juin 2003 par le Comité de Bassin et approuvé le 25 juillet 2003 par le Préfet.

Ce document de planification avait défini des enjeux et des mesures pour la gestion de l'eau et des milieux aquatiques en Guadeloupe. Il est important d'en faire le bilan afin d'asseoir le nouveau SDAGE dans la continuité des mesures initiées.

Le bilan présente :

- l'état d'avancement des principales mesures,
- les indicateurs de suivi des objectifs.

2. Avancement des principales mesures

LES REJETS POLLUANTS DOMESTIQUES ET INDUSTRIELS

Inventaire des rejets :

- Etudes réalisées -

Plusieurs études ont permis une meilleure connaissance des rejets effectués en mer :

- *Inventaire des rejets en mer des îles proches Marie-Galante, Les Saintes (Gaudriot, décembre 2000) ;*
- *Inventaire des principaux rejets en mer en Guadeloupe continentale (ANTEA, juin 2001) ;*
- *Synthèse des principaux rejets industriels et domestiques en Guadeloupe (BRGM, février 1998) ;*
- *Inventaire des rejets en mer dans les îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy (DDE - 2005).*

- Les rejets de l'assainissement non collectif et des eaux pluviales -

Il n'existe pas de recensement exhaustif des rejets liés aux mini-stations d'épuration, aux particuliers et aux eaux pluviales. L'obligation de contrôle de la conformité des dispositifs d'assainissement non collectif appartient aux collectivités. Le SIAEAG et la CCSBT ont entamé une réflexion sur la mise en place un service public d'assainissement non collectif (SPANC).

- Les rejets d'eaux usées industrielles -

L'évolution du bilan quantitatif de la pollution rejetée sans traitement vers le milieu récepteur par des industriels entre 2003 et 2007 est la suivante :

- Situation en 2003 : la totalité de la filière « canne » et « Jus de Fruit Caraïbes » soit 13 établissements représentant 927 000 EH.

- Situation en 2006 : 6 installations effectuaient encore des rejets sans traitement vers le milieu récepteur et représentaient 173 000 EH.

Soit une réduction de 80 % de la charge organique des rejets liquides au milieu naturel. (Toutefois toutes ces installations n'ont pas aujourd'hui terminé leurs investissements de mise aux normes.)

Mise en œuvre de réseaux de suivi de la qualité des eaux :

Les différents réseaux mis en place sur le territoire sont conformes aux réseaux minimaux définis dans le SDAGE approuvé en 2003, que ce soit en terme de nombre de points et en terme de type de réseaux.

Ces réseaux ont cependant été densifiés au regard des exigences de la Directive Cadre sur l'Eau en matière notamment de suivis des masses d'eau désignées à doute ou en risque de non atteinte du bon état en 2015. (Cf, Chapitre « Programme de surveillance du SDAGE 2010-2015),

Réhabilitation et extension de stations d'épuration, réhabilitation des réseaux d'assainissement :

- Bilan sur la réhabilitation des réseaux d'assainissement -

Le linéaire de réseau d'assainissement réhabilité depuis 2003 n'a pas fait l'objet de suivi.

- Bilan sur la réhabilitation et/ou la réalisation de stations d'épuration collectives -

Depuis 2005, afin de disposer de données fiables et cohérentes sur le fonctionnement des stations d'épuration, le service de police de l'eau de la DAF demande de manière récurrente aux collectivités la mise en place d'une auto surveillance et la fourniture d'un manuel d'auto surveillance.

En 2005, un diagnostic des systèmes d'auto surveillance des stations d'épuration collectives a été réalisé par la DIREN (Etude CMES, décembre 2005).

En 2009, des réunions d'information sur la mise en place de l'auto surveillance ont été réalisées par l'Office de l'Eau Guadeloupe et la DAF auprès des collectivités compétentes.

Une base de données (BDERU) a été mise en place par les services de l'Etat pour suivre les équipements des agglomérations en système d'assainissement collectif et suivre les performances de ces stations d'épuration,

Ce suivi a permis de renforcer les actions de police administrative afin de permettre la régularisation administrative et l'amélioration des performances de certaines stations d'épuration,

Pour les agglomérations citées dans le contentieux européen vis à vis de la Directive Eaux Résiduaire Urbaines, les actions sont actuellement engagées par les collectivités pour une mise aux normes dans des délais très courts, Il reste cependant des efforts importants à mener pour d'amélioration des systèmes d'assainissement collectif par les collectivités.

Ont été réalisées entre 2003 et 2005, les stations d'épuration de St François, Trois Rivières, Gosier, le Lamentin, Ste Anne.

Fin 2009, sont en cours de réalisation les projets des Abymes, du Moule, de Basse-Terre, de Baie Mahault.

Respect de la réglementation en matière de rejets, de nuisances et de pollutions provoquées par les mini et micro stations d'épuration :

Près de 600 mini-stations d'épuration sont recensées sur l'archipel ; dont l'essentiel est à l'origine de pollutions importantes (matières organiques, bactéries) en raison de défaillances techniques.

Les travaux de suppression ou de réhabilitation des ouvrages défaillants, ainsi que le raccordement des habitations et hôtels au réseau d'assainissement collectif ne sont que très peu engagés sur le territoire.

Mise en place un Service d'Assistance Technique à l'Exploitation des Stations d'Epuration :

Il n'y a pas de service d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration (SATESE) opérationnel en Guadeloupe.

LES PESTICIDES

Le Groupe Régional d'Etudes des Pollutions par les Produits Phytosanitaires (GREPP), institué par arrêté préfectoral du 25 juin 2001, est chargé de mettre en œuvre un plan d'action organisé autour de 2 grands axes : l'évaluation et la gestion du risque phytosanitaire.

La composition du GREPP est très large, de façon à mobiliser l'ensemble des acteurs concernés et à assurer le maximum de concertation et de transparence sur la problématique de la chlordécone, et plus généralement des produits phytosanitaires.

En termes d'évaluation du risque, les actions menées sont :

- Démarche d'évaluation du risque pour la santé
- Développement des capacités analytiques de l'institut pasteur
- Surveillance du milieu : niveau de contamination des milieux aquatiques par les organochlorés, réseaux de surveillance des eaux souterraines et superficielles.
- Cartographie des sols pollués en Guadeloupe ;
- Gestion de la base de données sur les pesticides ;
- Inventaire des produits phytosanitaires importés.

En termes de gestion du risque :

- Surveillance renforcée de l'eau de consommation et des denrées alimentaires ;
- Mise en place des filières d'élimination des EVPP, PPNU et FPAU ;
- Sensibilisation des agriculteurs aux bonnes pratiques phytosanitaires et mise en place de programme de formation des agriculteurs ;
- Mise en place des mesures agro-environnementales ;
- Réalisation de plaquettes de communication - Guide de bonnes pratiques phytosanitaires ;
- Mise en œuvre de l'arrêté préfectoral du 30/10/2003 concernant les analyses de sol préventives avant plantation de légumes racines.

Connaissance de l'état, de l'origine et de l'évolution future de la pollution des eaux par les pesticides :

Depuis 2003, quatre études viennent renforcer les connaissances sur le niveau et l'étendue géographique de la contamination des organismes marins et d'eau douce.

- « *Etude du niveau de contamination des organismes aquatiques d'eau douce par les pesticides en Guadeloupe* » BIOS - DIREN Guadeloupe Juillet 2005
- « *Compte-rendu d'intervention sur l'étude de la contamination d'un écosystème de rivière par deux pesticides organochlorés en Guadeloupe.* » - UAG-DIREN - Juin 2007
- « *Evaluation de la biocontamination en chlordécone, HCH bêta et cadusaphos de crustacés et de poissons d'eau douce en Guadeloupe.* » UAG-DIREN - Juillet 2007
- « *Contamination par les pesticides des organismes marins de la baie du Grand-Cul-de-Sac Marin.* » - UAG-DIREN - Juin 2007

Le réseau de suivi de la qualité phytosanitaire des eaux superficielles et souterraines mis en place en 2003 permet de suivre l'état de la contamination des cours d'eau de la Basse-Terre et des nappes de Grande-Terre et de Marie-Galante.

Parallèlement, afin de s'assurer de la bonne efficacité des filtres à charbon actif des stations de traitement de l'eau dans le Sud Basse Terre, et de l'absence de pesticides sur les captages non équipés de filtres, la Direction de la Santé et du Développement Social (DSDS) procède à un renforcement du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine.

En ce qui concerne les résultats d'analyse, au niveau de l'eau distribuée, ce contrôle renforcé a permis non seulement de s'assurer d'une distribution d'eau conforme aux normes, mais aussi de juger de la saturation des filtres et de prévoir ainsi leur remplacement.

Une non conformité constatée implique immédiatement le remplacement des filtres concernés.

Sensibilisation, formation et information des agriculteurs à l'usage des pesticides, assistance technique à l'usage des pesticides :

Des supports de communication (plaquettes, dépliants) à l'attention des différents utilisateurs de produits phytosanitaires ont été élaborés.

Des sessions de formation des professionnels agricoles ont été organisées depuis 2004. Elles abordent les thèmes liés aux pratiques phytosanitaires (connaissances des maladies, de la réglementation, mise en œuvre de la pulvérisation, gestion des déchets).

Le site Internet du GREPP est accessible depuis 2006, à tous les utilisateurs, professionnels ou grand public. Il constitue un outil de communication contenant toutes les données disponibles.

Mise en œuvre d'un laboratoire local pouvant analyser ou extraire les pesticides.

L'Institut Pasteur de Guadeloupe a développé depuis novembre 2000 une unité de recherche des pesticides dans l'eau. Il a obtenu les accréditations COFRAC pour la recherche des pesticides en 2003. Il réalise aujourd'hui l'intégralité des analyses du contrôle sanitaire des eaux de consommation en Guadeloupe, ce qui représente environ 300 prélèvements par an en vue de la recherche de pesticides.

En 2009, l'Institut Pasteur de Guadeloupe est capable de rechercher une cinquantaine de molécules en routine (contre environ 350 molécules dans les grands laboratoires métropolitains). Depuis 2005, la DSDS a demandé avec insistance et à plusieurs reprises l'augmentation notable du nombre de molécules d'utilisation locale capables d'être recherchées par l'Institut Pasteur.

Aussi, un projet doit permettre la mise en œuvre prochaine de techniques analytiques en multirésidus qui vont permettre une augmentation notable du nombre de molécules recherchées à coût fixe. Ce projet est en cours de finalisation.

Mise en œuvre des périmètres de protection sur les captages d'eau destinées à la consommation humaine :

Fin 2009, 2 captages bénéficient de périmètres de protection et 60% des procédures d'autorisation de captages d'eau destinés à la consommation humaine et déclarant d'utilité publique des périmètres de protection autour des points de captage sont en cours.

PRELEVEMENTS SUR LA RESSOURCE

Inventaire et le cas échéant régularisation des prélèvements dans les eaux superficielles et souterraines :

Les prélèvements d'eau ne sont pas connus de manière exhaustive sur aucune zone, qu'il s'agisse de linéaire de rivière ou de surface de nappe.

Les plus importants points de prélèvement, notamment en terme de volume, sont en revanche bien identifiés. Ces points correspondent aux prélèvements liés à l'alimentation en eau potable, à l'irrigation des terres agricoles et maraîchères et à l'activité industrielle.

Sur les cours d'eau, des études ont été menées pour recenser les prélèvements en eau superficielle sur Basse-Terre :

- Recensement sur le linéaire principal de 15 cours d'eau (Rivière du Bananier, Rivière du Baillif, Rivière la Rose, Rivière du Pérou, Rivière de Sainte-Marie, Rivière des Pères, Rivière Moreau, Grande Rivière de Capesterre, Rivière de Petite Plaine, Rivière de Deuxième Bras, Rivière des Anceneaux, Grande Rivière à Goyaves, Rivière Salée de Sainte-Rose, Rivière Moustique de Petit-Bourg)- (Etude SAFEGE 2004-2005);

- Recensement des prélèvements sur la Rivière Colas, la Rivière de Grande Plaine et la rivière Lostau. (Etude Parc National 2005) ;

- Inventaire des seuils sur les cours d'eau (Etude DAF 2007).

Pour les prélèvements en nappe, un inventaire a été réalisé en 2004 et 2007 sur Port-Louis, Le Moule, Morne-à-l'eau et Petit-Canal soit 4 communes sur les 11 communes de Grande-Terre et Marie-Galante.

Les prélèvements à usage industriels :

Le tableau ci-dessous reprend les prélèvements d'eau douce à des fins industrielles au milieu naturel connus en 2007 par la DRIRE (hormis les installations qui exploitent l'eau de mer). Certaines installations utilisent des eaux de différentes origines (réseau d'eau potable, réseau d'irrigation ou agricole) : seuls les volumes prélevés en milieu naturel sont repris.

Prélèvements d'eau douce à usages industriels connus au 31/12/2006

Société	Commune	Activité	Milieu	Volume maximal prélevé m ³ /j <i>sauf mention contraire</i>	Volume maximal prélevé m ³ /an
SIS Bonne-mère	Sainte-Rose	Distillerie	Rivière du premier bras	410 m3/h	1 200 000
Séverin	Sainte-Rose	Distillerie	Rivière du premier bras	13	3500
Reimonenq ⁽¹⁾	Sainte-Rose	Distillerie	Rivière Barret	55	N p
Montebello	Petit-Bourg	Distillerie	Ravine Saint Nicolas	200	20 000
Longueueau	Capesterre	Distillerie	Ravine Bourgeois	25	2 000
Bologne	Baillif	Distillerie	Rivières des Pères	123	18 500
Damoiseau	Moule	Distillerie	Forage « Damoiseau »	100	N p
Gardel	Moule	Sucrerie	Forage « Bois David »	160	N p
SRMG	Marie-Galante Grand Bourg	Sucrerie – distillerie	Forage « Faup » (Morne Canada)	1000	90 000
			Rivière St Louis (lieudit Pont Rouge)	1680	140 000
Centrale Thermique du Moule	Moule	Centrale électrique	Forage barrage « Bois david – audoin – letaye »	150 m3/h autorisé 0 m3/h prélevé ⁽²⁾	1 650 000 autorisé 0 prélevé ⁽²⁾
Capes	Gourbeyre	Embouteillage d'eau de source	Source Dolé	350 (dont 210 embouteillés)	Env 87 500
Matouba	Saint-Claude	Embouteillage d'eau de source	Source Roudelette	Env 590 (dont 550 embouteillés)	145 310

(1) Le captage de la distillerie Rémonencq étant essentiellement utilisé pour d'autres besoins que ceux de la distillerie (agriculture) l'arrêté d'autorisation ICPE précise qu'il ne vaut pas autorisation du dit captage au titre de la loi sur l'eau.

(2) A ce jour CTM n'exploite pas ces forages et utilise le réseau d'eau d'irrigation.

Mise en place d'une structure de gestion de l'eau lorsque la ressource est partagée pour divers usages :

Aucune structure de gestion de l'eau n'a été mise en place à ce jour en Guadeloupe, en vue de définir des règles de gestion de l'eau pour les différents usagers d'une même ressource.

Réaliser un schéma directeur départemental d'alimentation en eau potable :

Un schéma départemental mixte eau et assainissement est en cours de réalisation par l'Office de l'Eau Guadeloupe. Il comprend un volet relatif à l'alimentation en eau potable. L'étude devrait être remise en 2010.

Les schémas directeurs d'alimentation en eau potable des collectivités :

De nombreuses collectivités ont réalisé ou engagé la réalisation d'un tel schéma directeur.

Mise en œuvre de système de télégestion sur les grands réseaux :

Actuellement, la télégestion concerne le transfert d'eau potable de Basse-Terre vers Grande-Terre.

Augmenter les volumes disponibles pendant le carême par la création de retenues :

En 2003, les principales retenues sur l'Archipel étaient celle de Letaye sur la commune du MOULE d'une capacité de 0,75Mm³ et la retenue de Gachet sur la commune de PORT LOUIS d'une capacité de 4 Mm³.

Depuis, les barrages de Dumanoir et Moreau ont été autorisés par arrêté préfectoral, Le Conseil Général de la Guadeloupe en assure la maîtrise d'ouvrage.

Ces barrages permettront de desservir le réseau d'irrigation existant afin de constituer des retenues de substitution.

- Le barrage de Dumanoir situé sur la commune de CAPESTERRE BELLE-EAU, d'un volume d'eau utile de 630 Mm³ est actuellement en construction.
- Le barrage de Moreau situé sur la commune de GOYAVE représentera un volume d'eau utile de 995 Mm³. La phase de construction de cet ouvrage n'a pas commencé.

PRESERVER LES MILIEUX AQUATIQUES

Définir des débits minimaux biologiques pour chacune des trois unités hydrographiques de la Basse-Terre :

L'application pratique de cette mesure s'est révélée difficile puisqu'une étude spécifique pour chaque prise d'eau est nécessaire.

Des études spécifiques à des prises d'eau ont été réalisées ou sont en cours de réalisation. La Mission Inter-Service de l'Eau a pour cela établi un cahier des charges pour les études de débit minimum biologique

Aménager les ouvrages hydrauliques pour permettre la montaison et la dévalaison des espèces aquatiques :

2 prises d'eau sur les 29 principales recensées sont équipées d'un dispositif fonctionnel permettant la montaison et la dévalaison des espèces aquatiques.

Les sites prioritaires

Dans le SDAGE approuvé en 2003, la réalisation de passes à poissons est préconisée sur 7 sites prioritaires : Bras David, Grande rivière à Goyaves, Grande rivière de Capesterre, Grande Rivière de Vieux Habitants et Moustique.

Actuellement, aucun ouvrage de franchissement n'a été réalisé pour aménager ces 7 sites, car les prises d'eau doivent faire l'objet d'une régularisation administrative.

A l'exception de la prise de Barthole sur la Grande Rivière de Vieux-Habitants, les 6 autres sites font l'objet de régularisations en cours (dossiers d'autorisation administrative en instruction).

Les autres ouvrages à aménager

Pour les autres prises d'eau destinées à l'alimentation en eau potable ou à usage d'irrigation, des arrêtés préfectoraux de mise en demeure de déposer un dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau devraient être pris à l'encontre des collectivités fin 2007.

La construction de passes à ouassous fait partie intégrante des mises aux normes et mesures correctives des ouvrages que devront proposer les collectivités dans leur dossier de régularisation.

RISQUES

Réaliser les Plans de Prévention des Risques Naturels :

22 Plans de Prévention des Risques Naturels sont aujourd'hui approuvés et les 10 restants devraient l'être début 2010.

AMENAGEMENT RAISONNE DES COURS D'EAU

Etablir des programmes pluriannuels d'entretien des cours d'eau :

Le maintien du libre écoulement des eaux des cours d'eau est de la compétence de l'Etat, la DIREN en est le maître d'ouvrage.

En 2005, la DIREN a réalisé une étude sur l'état des cours d'eau afin de définir un programme pluriannuel de travaux et des priorités d'intervention.

Depuis, les interventions de l'Etat sont réalisées sur les sites prioritaires recensés dans cette étude

ORGANISATION ET GESTION CONCERTEE

Création de l'Office de l'Eau Guadeloupe

L'Office de l'Eau Guadeloupe (OE971) a été créée en 2006. Le rôle de l'Office de l'Eau, vis-à-vis des réglementaires nationales et européennes, est identique à celui des Agences de l'Eau de métropole.

Développement de la gestion concertée et équilibrée à l'échelle des bassins versants :

Aucun contrat de rivière, contrat de baie ou SAGE n'est en cours.

3. Les indicateurs de suivi

Rappel de la mesure	Atteindre un taux de raccordement moyen à l'intérieur des périmètres d'agglomérations de 80 % et un rendement épuratoire des effluents collectés de 85 %
Bilan	Données non chiffrées
Rappel de la mesure	Atteindre un taux de dépollution de l'ensemble des effluents de la filière de 60 % puis de 85 % pour la DCO
Bilan	Taux de dépollution de 80% de la charge organique fin 2006
Rappel de la mesure	Atteindre des rendements primaires de 60 % pour l'eau potable et 65 % pour l'irrigation. Puis des rendements primaires de 65 % pour l'eau potable et 70 % pour l'irrigation
Bilan	Peu d'amélioration des rendements des réseaux,
Rappel de la mesure	Réaliser des économies d'eau
Bilan	Pas de suivi des volumes prélevés et consommés
Rappel de l'objectif	Carte d'objectifs de qualité des cours d'eau
Bilan	Réalisation pour préparer le cadre du SDAGE 2010-2015 conformément à la DCE
Rappel de l'objectif	Carte d'objectifs de qualité des eaux marines à établir
Bilan	Réalisation à dire d'expert, Le réseau de contrôle de surveillance des eaux côtières a démarré en 2009,
Rappel de l'objectif	Qualité des eaux de baignade : Préserver la santé publique
Bilan	Suivis annuels de la qualité des eaux de baignade par la DSDS, Elaboration de rapports annuels, dossiers de presse, affichages,,,
Rappel de l'objectif	Eaux de baignade : Atteindre un taux de conformité de 90 % puis de 95 %
Bilan	Taux de conformité atteints
Rappel de l'objectif	Assurer la satisfaction des besoins en eau en acceptant des taux de défaillances propres à chaque usage.
Bilan	Pas de suivi du nombre de jours et le nombre d'abonnés pour lesquels les besoins en eau potable ne sont pas satisfaits